

RÉCUPÉRATION ET VALORISATION DES PEAUX DE MOUTONS

## Une nouvelle vision pour relancer la filière cuir

Comme chaque année à l'occasion de l'Aïd El-Adha, les autorités publiques mobilisent un dispositif national de récupération des peaux de moutons afin de les réintroduire dans le circuit industriel et de soutenir la relance de la filière cuir et textile en Algérie. L'opération revêt cette année une importance particulière avec l'importation d'un million de têtes de bétail destinées au sacrifice. Les résultats enregistrés ces dernières années sont encourageants : le taux de matières exploitables est passé de 16 % en 2018 à 36 % en 2025, soit près de 365 000 peaux valorisables. P 3



À l'occasion de la joyeuse fête de l'Aïd El Adha,  
Les Enjeux **Eco** présente ses vœux les plus sincères de bonheur, de sérénité et de prospérité au peuple algérien.  
Saha Aïdkoum

COMMERCE - CONTRÔLE  
**De nouvelles options sur l'application "Morafikcom"**

De nouvelles fonctionnalités ont été ajoutées à l'application "Morafikcom", dédiée au dispositif de permanence des commerçants durant les jours fériés, afin de permettre aux citoyens de contribuer au contrôle du marché et à l'amélioration de la transparence des transactions commerciales, a indiqué hier le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national dans un communiqué. P 2

PAYS AFRICAINS  
PRODUCTEURS DE PÉTROLE  
**Plaidoyer pour une souveraineté énergétique africaine renforcée**

Le secrétaire général de l'Organisation des pays africains producteurs de pétrole (APPO), Farid Ghezali, a affirmé que l'Afrique énergétique entre dans une nouvelle phase stratégique marquée par la recherche d'une plus grande souveraineté, le renforcement de la coopération intra-africaine et la création d'outils financiers autonomes capables de soutenir les projets du continent. Invité de la Chaîne 3, le responsable de l'APPO a détaillé les priorités de l'organisation, tout en mettant en avant le rôle central de l'Algérie dans la dynamique énergétique africaine. P 5

STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE EUROPÉENNE  
**L'Algérie gagne en influence**

L'Algérie consolide progressivement son influence sur le marché énergétique européen dans un contexte marqué par la recomposition des stratégies d'approvisionnement de l'Union européenne. Alors que plusieurs pays européens poursuivent leurs efforts pour diversifier leurs sources d'énergie depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, le gaz algérien continue de gagner du terrain, notamment sur les marchés espagnol et italien. P 5

SALON INTERNATIONAL DE SHANGHAI  
**Le tourisme algérien à l'honneur** P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT  
**La stratégie nationale d'IA à l'ordre du jour** P 3

PÉTROLE  
**Les cours chutent face aux espoirs d'accord sur l'Iran** P 5

**AÏD EL-ADHA  
Disponibilité des  
produits  
pétroliers dans  
toutes les  
stations-service**

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a assuré, lundi dans un communiqué, que tous les produits pétroliers seront disponibles à travers l'ensemble de ses stations-service et points de vente durant les jours de l'Aïd El-Adha. "Naftal informe son aimable clientèle que, durant les jours de l'Aïd El-Adha, à l'instar des autres jours de l'année, tous les produits pétroliers seront disponibles à travers l'ensemble de ses stations-service et points de vente 24h/24 sur tout le territoire national", lit-on dans le communiqué. En prévision de la hausse de la demande de gaz butane durant cette période, Naftal indique avoir pris "une série de mesures proactives visant à garantir la disponibilité régulière de ce produit vital en quantités suffisantes à travers l'ensemble de son réseau commercial".

**JIJEL**

**Arrivée de plus  
81.000 moutons  
de Roumanie au  
port de Djen Djen**

Le port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel, a accueilli lundi, tôt le matin, un important navire de transport de bétail chargé de 81 070 têtes ovines en provenance de Roumanie, a indiqué la directrice commerciale auprès de cette entreprise portuaire. Le navire a accosté au quai n° 1, l'un des quatre nouveaux quais récemment mis en service au niveau du port, a indiqué Mme. Moufida Bounar, précisant que l'opération s'inscrit dans la mise en œuvre du programme visant à renforcer l'approvisionnement du marché national en moutons à l'approche de l'Aïd El Adha. Selon la même responsable, les opérations de débarquement de cette importante cargaison se sont déroulées rapidement et dans de bonnes conditions, grâce à la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires ainsi qu'à la coordination entre les différents services concernés. Ce quota de moutons est destiné à plusieurs wilayas du pays, dont Jijel, afin de contribuer à l'approvisionnement des marchés locaux et à la stabilité des prix durant cette période marquée par une forte demande, a ajouté la même source.

APS

**COMMERCE - CONTRÔLE**

**De nouvelles options sur  
l'application "Morafikcom"**

De nouvelles fonctionnalités ont été ajoutées à l'application "Morafikcom", dédiée au dispositif de permanence des commerçants durant les jours fériés, afin de permettre aux citoyens de contribuer au contrôle du marché et à l'amélioration de la transparence des transactions commerciales, a indiqué hier le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national dans un communiqué.

**Synthèse Z.R.**

Parmi les principales mises à jour figure une fonctionnalité permettant aux citoyens de signaler en temps réel les cas de non-affichage des prix dans les commerces, ainsi que les anomalies liées à l'hygiène et à la sécurité des produits mis en vente, contribuant ainsi à soutenir les efforts de contrôle sur le terrain et à améliorer la qualité des produits, précise le communiqué. Ces mises à jour s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie globale visant à faire du citoyen un acteur clé du système de contrôle et à faciliter la communication avec les services de contrôle, en vue de renforcer la transparence et d'accroître l'efficacité des interventions sur le terrain, souligne la même source. Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national invite l'ensemble des citoyens à télécharger et à utiliser cette application pour contribuer à l'ancrage de la culture du signalement responsable au service de l'intérêt général et de la protection de la santé du consommateur. L'application est disponible gratuitement sur Google Play Store et Apple App Store.

**53 771 commerçants mobilisés**

Il est à rappeler que le ministère a tracé un programme spécial de permanence à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Adha 2026, prévoyant la mobilisation de 53 771 commerçants à travers les différentes wilayas du pays. Une démarche visant à garantir un approvisionnement régulier des citoyens en produits de large consommation et en services nécessaires, indique un communiqué du ministère publié samedi. Les commerçants mobilisés se répartissent entre 6 602 boulangeries, 28 663 commerçants exerçant dans des activités liées aux produits alimentaires généraux ainsi qu'aux fruits et légumes, outre 17 905 autres activant dans divers domaines d'activité, selon la même source. Par ailleurs, 541 unités de production, dont 336 minoteries, 159 laiteries et 46 unités de production d'eau minérale, sont également mobilisées au titre de ce programme spécial. Le ministère a également mobilisé 2 684 agents de contrôle pour veiller au respect, par les commerçants concernés, de leurs obligations durant la période de l'Aïd.

**L'UGCAA appelle les opérateurs à se mobiliser**

De son côté, l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a appelé, dans un communiqué, les commerçants, opérateurs économiques, artisans, prestataires de services et transporteurs des différentes wilayas du pays à se mobiliser afin d'assurer la permanence et de garantir la disponibilité des produits et services essentiels aux citoyens durant la fête de l'Aïd El-Adha. Dans son communiqué, l'UGCAA a souligné l'importance du respect de la réglementation en vigueur et de la reprise des activités commerciales et des services dès la fin de l'Aïd, qui coïncide cette année avec le week-end, et ce conformément aux lois et réglementations en vigueur, afin d'éviter toute perturbation ou pénurie susceptible d'affecter les besoins des citoyens ou le fonctionnement normal du marché national. « La réussite de cette occasion est une responsabilité collective qui exige la conjugaison des efforts de tous et l'ancrage des valeurs de solidarité, de discipline et de conscience nationale, au service du citoyen et de la patrie », a conclu l'UGCAA.

**SALON INTERNATIONAL DE SHANGHAI**

**Le tourisme algérien à l'honneur**

L'Algérie participe, du 26 au 28 mai courant à Shanghai (Chine), à la 9e édition du Salon international du tourisme, en vue de faire connaître ses atouts et de renforcer son attractivité en tant que destination touristique, indique lundi un communiqué de l'Office national du tourisme (ONT). "Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à promouvoir la destination touristique algérienne à l'échelle internationale et à attirer les touristes, le secteur du tourisme et de l'artisanat, représenté

par l'ONT, participe, aux côtés de 14 opérateurs touristiques nationaux, à la 9e édition du Salon international du tourisme (ITB China 2026), prévu du 26 au 28 mai 2026 dans la ville de Shanghai en République populaire de Chine", précise la même source. Cette participation s'inscrit dans le cadre de "l'orientation stratégique du secteur visant à renforcer le positionnement de l'Algérie sur les marchés touristiques à fort potentiel, particulièrement le marché touristique chinois, considéré comme l'un des principaux marchés émetteurs de touristes à

l'échelle mondiale". Ce salon constitue "une plateforme professionnelle internationale de référence réunissant les principaux acteurs de l'industrie du tourisme et des voyages, ce qui offre une opportunité privilégiée pour faire connaître les atouts touristiques, culturels et naturels que recèle l'Algérie, de renforcer la communication avec les professionnels et les décideurs et d'établir des partenariats stratégiques durables à même d'appuyer l'attractivité de la destination touristique algérienne et de conforter sa présence

sur les marchés internationaux". Cette participation traduit la volonté du secteur du tourisme et de l'artisanat de "poursuivre ses efforts visant à renforcer la présence de l'Algérie dans les grands événements et salons touristiques internationaux, contribuant ainsi à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération et de partenariat et à promouvoir la destination touristique algérienne qui allie authenticité, diversité et modernité", conclut le communiqué.

R.E.

**ALGERIE POSTE /SAÏDA**

**Organisation d'une campagne de sensibilisation aux risques  
d'escroquerie électronique**

Les services d'Algérie Poste de la wilaya de Saïda ont organisé, lundi, une campagne de sensibilisation, ainsi que des journées portes ouvertes au profit des citoyens sur les risques de l'escroquerie électronique liés à l'usurpation de l'identité de cette entreprise. Le chargé de communication de l'unité de wilaya d'Algérie Poste, Mohamed Mezough, a expliqué à l'APS que cette action, initiée dans le cadre du renforcement des mesures préventives visant à protéger les clients contre les différentes formes d'escroquerie via les supports numériques, se

poursuivra jusqu'à mardi au niveau de la recette principale et des bureaux de poste de la wilaya. L'initiative vise à sensibiliser davantage les citoyens aux dangers des messages et appels frauduleux exploitant le nom d'Algérie Poste pour obtenir des informations personnelles ou des données bancaires. Le responsable a précisé: "Algérie Poste ne contacte jamais ses clients pour leur demander des mots de passe ou des informations confidentielles relatives aux comptes postaux ou aux cartes de paiement", appelant à cet égard les citoyens à faire preuve de vigilance

et à ne pas répondre aux messages ou aux liens suspects. L'opération comprend également l'organisation de sorties de terrain dans différents quartiers et régions de la wilaya, ainsi que des émissions radiophoniques et des activités de sensibilisation destinées à présenter les principales méthodes de fraude électronique et les moyens de prévention. Cette campagne s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la culture numérique des citoyens et à consolider les règles d'utilisation sécurisée des services électroniques, a-t-on ajouté.

APS

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Édité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

**Gérant**  
Belmihoub  
Abdelaziz  
  
**Directeur de  
publication**  
Radji Zahir

**Siège social**  
Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

**Impression**  
Centre : SIA  
  
**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## RÉCUPÉRATION ET VALORISATION DES PEAUX DE MOUTONS

# Une nouvelle vision pour relancer la filière cuir

Comme chaque année à l'occasion de l'Aïd El-Adha, les autorités publiques mobilisent un dispositif national de récupération des peaux de moutons afin de les réintroduire dans le circuit industriel et de soutenir la relance de la filière cuir et textile en Algérie.

Par Selma R.

L'opération revêt cette année une importance particulière avec l'importation d'un million de têtes de bétail destinées au sacrifice. Les résultats enregistrés ces dernières années sont encourageants : le taux de matières exploitables est passé de 16 % en 2018 à 36 % en 2025, soit près de 365 000 peaux valorisables. Pour 2026, le ministère de l'Industrie ambitionne désormais d'atteindre un taux compris entre 45 et 50 %. Derrière cette opération saisonnière se dessine une ambition économique beaucoup plus large : réduire les importations, créer de la valeur ajoutée locale, développer les exportations et structurer une économie circulaire capable de transformer un déchet longtemps négligé en richesse nationale. L'enjeu ne réside plus uniquement dans la collecte, mais également dans la préservation de la qualité des peaux afin d'assurer leur transformation industrielle et d'accélérer ainsi la relance de cette filière stratégique. Mokdad Aggoun, chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministère de l'Industrie, a souligné que cette démarche s'inscrit pleinement dans les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à porter la contribution du secteur industriel au PIB entre 13 et 15 %. « L'objectif est de construire une véritable souveraineté économique en réduisant la dépendance aux hydrocarbures et aux importations », a-t-il expliqué sur la « Chaîne I » de la Radio nationale.

Dans cette dynamique, la filière cuir et textile apparaît aujourd'hui comme un secteur stratégique à fort potentiel. Selon le responsable, l'Algérie dispose de nombreux atouts pour relancer cette industrie, notamment un important cheptel disponible tout au long de l'année, une demande locale réelle et un savoir-faire historique porté par le groupe public Getex. Le principal défi réside désormais dans la modernisation de la chaîne de production et l'adaptation des produits aux attentes du marché, en particulier celles des jeunes consommateurs. Pour atteindre ces objectifs, le ministère de l'Industrie a élaboré une feuille de route reposant sur plusieurs axes. Le premier concerne la formation, avec la création envisagée d'un centre d'excellence destiné à former et recycler les professionnels des métiers du cuir, du tannage et du piquage, en partenariat avec le secteur de la formation professionnelle. « Nous devons reconstruire les compétences techniques qui permettront à cette filière de redevenir compétitive », a indiqué Mokdad Aggoun. Le deuxième axe porte sur la modernisation de l'outil industriel à travers l'intégration des technologies numériques et le renouvellement des équipements de production. Le troisième pilier concerne la stratégie commerciale, avec une ouverture progressive vers le commerce électronique grâce à des conventions entre Getex et des startups algériennes, ainsi que l'organisation de salons dédiés à la mode et au design. Enfin, le quatrième axe vise à renforcer les exportations et les partenariats internationaux, notamment avec des acteurs italiens, afin d'acquérir davantage d'expertise et de technologies.

Un important dispositif logistique mis en place

Pour assurer le succès de cette campagne, un important dispositif logistique et organisationnel a été mis en place. L'opération est pilotée par le ministère de l'Industrie en coordination avec plusieurs départements ministériels, dont l'Intérieur, les Affaires religieuses, l'Environnement, la Santé et l'Agriculture, ainsi qu'avec les associations de quartiers et les Scouts musulmans algériens. Des commissions locales de suivi ont également été installées sous l'autorité des walis. Le groupe Getex dispose, selon le responsable, de capacités de stockage comprises entre 1,2 et 1,9 million de peaux. Un

protocole strict de conservation est appliqué afin d'éviter leur détérioration, notamment grâce au salage immédiat et à l'utilisation de produits de conservation permettant leur stockage pendant plusieurs mois avant transformation. Plus de 38 conventions ont également été conclues entre Getex et les centres d'enfouissement technique afin de récupérer les matières exploitables.

### Des projets innovants pour le recyclage et la valorisation des déchets

L'une des principales nouveautés de l'édition 2026 réside dans l'intégration de l'économie circulaire au dispositif. Les peaux non exploitables par l'industrie du cuir ne seront plus systématiquement jetées. En partenariat avec le ministère de l'Économie de la connaissance et des Startups, dix-sept projets innovants ont été retenus afin de recycler ces déchets et de valoriser notamment la laine. Un projet de création d'une unité de lavage de laine à M'Sila est également en préparation pour structurer cette activité, alors que l'Algérie continue d'exporter une partie de sa laine brute tout en important du fil synthétique. Mokdad Aggoun a également insisté sur le rôle central du citoyen dans la réussite de cette opération. « Nous devons passer de la culture du jet à la culture de la récupération », a-t-il affirmé, estimant que les peaux de moutons ne doivent plus être perçues comme un simple déchet, mais comme une ressource économique capable de générer des emplois, des produits finis et des recettes en devises. Pour faciliter la participation des citoyens, des applications numériques basées sur la géolocalisation et les QR codes ont été développées afin d'identifier rapidement les points de collecte au niveau des quartiers et des communes. Le dispositif prévoit également l'implication de micro-entreprises locales chargées d'assurer les tournées de récupération directement auprès des habitants.

### RÉUNION DU GOUVERNEMENT La stratégie nationale d'IA à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen du projet de stratégie nationale d'intelligence artificielle et du plan de déploiement du portail national des services numériques "Dzair digital services", indique un communiqué des services du Premier ministre. Sous l'impulsion de Monsieur le président de la République, l'Algérie a engagé ces dernières années une dynamique importante de modernisation de l'action publique et de transformation numérique. Selon un communiqué de presse des services du Premier ministre, la stratégie nationale d'intelligence artificielle s'inscrit dans cette continuité et vise à franchir une étape supplémentaire dans la construction d'un modèle de développement fondé sur la connaissance, l'innovation et la maîtrise des technologies émergentes. Elle s'appuie, à ce titre, sur trois leviers structurants que sont la donnée, les infrastructures numériques et les compétences humaines, considérés comme les fondements de toute capacité nationale durable en intelligence artificielle. A l'issue de son adoption par le Conseil des ministres, ajoute la même source, cette stratégie fera l'objet de plans d'actions pour son déploiement opérationnel selon des priorités et un rythme de progression près établi. Par ailleurs, et dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des hautes autorités du pays visant l'accélération du processus de transformation numérique et la modernisation du service public, le Gouvernement a examiné le plan de déploiement du portail national des services numériques «Dzair digital services». A ce titre, le Gouvernement a mis l'accent sur l'importance de la consolidation de la dynamique de numérisation et l'élargissement de l'offre de services, tant sur la version web que mobile du Portail et ce, afin de fournir aux citoyens des prestations de qualité et une utilisation simple garantissant un impact positif du Portail sur la réduction des déplacements, la simplification des procédures et l'amélioration de la transparence administrative.

### SELON UN RAPPORT INTERNATIONAL

## L'Algérie, futur hub régional de l'intelligence artificielle ?

Un rapport publié par le New Lines Institute place l'Algérie au premier rang du paysage technologique au Maghreb, estimant qu'elle est la mieux positionnée pour diriger le développement de l'intelligence artificielle en Afrique du Nord. Cette dynamique repose sur une stratégie nationale globale combinant innovation technologique, formation des ressources humaines, développement de partenariats internationaux et renforcement de l'autonomie numérique. Selon le rapport, l'Algérie ne se limite plus à son rôle de puissance énergétique régionale. Elle ambitionne désormais de construire une véritable indépendance stratégique dans le domaine de l'intelligence artificielle à travers un plan structuré autour de six axes : recherche et innovation, formation des compétences, développement d'applications sectorielles (santé, agriculture, énergie), encouragement de l'investissement, gouvernance des

données et mise en place d'un écosystème intégré de l'IA. Le document met également en avant les capacités académiques du pays, soulignant que plus de 57 000 étudiants sont inscrits dans 74 programmes de master spécialisés répartis dans 52 universités. L'Algérie figure par ailleurs parmi les pays africains les plus actifs en matière de publications scientifiques, avec des chercheurs classés parmi les 2 % les plus influents au niveau mondial. Sur le plan économique, le rapport prévoit une forte croissance du marché de l'intelligence artificielle en Algérie, estimé à 499 millions de dollars en 2025 et pouvant atteindre 1,69 milliard de dollars en 2030, soit un taux de croissance annuel moyen de 27,7 %. Cette progression serait portée par l'intégration croissante de l'IA dans les secteurs clés de l'économie nationale. L'étude souligne également les ambitions de modernisation du secteur agricole, qui

représente 12,4 % du PIB, ainsi que l'optimisation des industries pétrolières et gazières. L'utilisation de l'agriculture de précision pourrait augmenter la production de 20 à 25 %, tandis que la digitalisation du secteur énergétique permettrait des économies annuelles estimées entre 200 et 300 millions de dollars. Dans le domaine de l'investissement, Algérie Télécom aurait consacré 1,5 milliard de dinars en 2025 au financement de start-ups actives dans l'IA, la cybersécurité et la robotique, dans le cadre d'un programme national de transformation numérique comprenant plus de 500 projets. Le rapport met également en avant l'objectif national de former 500 000 spécialistes des technologies de l'information et de la communication d'ici 2030, une initiative visant à renforcer les compétences locales et à limiter la fuite des cerveaux. Sur le plan géopolitique, l'Algérie est décrite comme adoptant une stratégie d'équilibre entre plusieurs partenaires in-

ternationaux, notamment les États-Unis, la Chine, l'Italie et la France, afin de préserver son autonomie stratégique. La coopération avec l'Italie dans les domaines des télécommunications et des câbles sous-marins, notamment à travers le projet Medusa, est également mise en avant. Enfin, malgré ces perspectives favorables, le document relève plusieurs défis, notamment les limites des infrastructures numériques, les disparités d'accès à Internet et la nécessité d'améliorer le climat des affaires. L'Algérie est classée 120e au niveau mondial dans l'indice de préparation à l'intelligence artificielle. Le rapport conclut que l'Algérie dispose d'un potentiel significatif pour devenir un acteur technologique majeur dans la région du Maghreb et du Sahel, grâce à une vision stratégique axée sur l'innovation et la transformation numérique.

Synthèse R. E.

CHU DE SIDI BEL-ABBES

### Succès de la première fermeture du foramen ovale perméable (FOP) par cathétérisme

La première opération de fermeture du foramen ovale perméable (FOP) par cathétérisme cardiaque interventionnel a été réalisée avec succès au Centre Hospitalo-Universitaire (CHU) "Dr Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbes, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de cet établissement hospitalier.

La cellule d'information et de communication du CHU a indiqué que la patiente, âgée de 38 ans, a quitté le service le lendemain de l'intervention en excellente santé.

Cette pathologie résulte de la non-fermeture, après la naissance, du canal reliant les deux oreillettes, ce qui peut, dans certains cas, entraîner le passage de caillots sanguins des veines vers les artères, provoquant ainsi des accidents vasculaires cérébraux (AVC) ischémiques, selon la même source, qui a souligné que ce vice congénital constitue l'une des causes majeures d'AVC chez les jeunes.

La même source a ajouté que la confirmation de ce diagnostic se fait par échographie transœsophagienne (ETO), appuyée par une épreuve de contraste ou "test aux micro-bulles" (Bubble Test), et ce, après avoir éliminé toutes les autres causes potentielles.

Le traitement consiste à obstruer ce canal à l'aide d'une prothèse spécifique (ombrelle) introduite par cathétérisme interventionnel, évitant ainsi de recourir à une chirurgie à cœur ouvert, ce qui contribue efficacement à prévenir la récurrence des accidents vasculaires cérébraux.

Cette intervention médicale a été menée par le Dr Hadjouni Hakim, accompagné de l'équipe médicale et paramédicale de l'unité de cardiologie interventionnelle, sous l'encadrement et le parrainage du Pr Boukerch Farouk, venu de la wilaya d'Oran, et avec la contribution du Dr Fakih Amine pour la partie échographie cardiaque.

Cette réalisation qualitative est de nature à renforcer les prestations de santé dans la wilaya et à épargner aux patients les déplacements fastidieux vers d'autres centres hospitaliers, a-t-on indiqué.

APS

## REGROUPANT DES CHERCHEURS ÉTABLIS EN ALGÉRIE ET À L'ÉTRANGER Création du Forum des élites de l'environnement

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, accompagnée du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a annoncé, dimanche à Alger, la création du Forum des élites de l'environnement, qui regroupe des compétences et chercheurs établis en Algérie et de la communauté nationale à l'étranger, en vue de renforcer la contribution de l'expertise algérienne aux politiques de l'Etat liées à l'environnement et au développement durable. Annonçant cette initiative lors d'une rencontre réunissant, au siège du ministère,

des chercheurs et enseignants spécialisés dans l'environnement et la biodiversité, Mme Krikou a précisé que ce Forum se veut un espace participatif regroupant les compétences algériennes de l'intérieur et de l'extérieur du pays pour échanger les expertises et les connaissances et accompagner les projets environnementaux relevant du secteur.

L'Etat entend, à travers ce Forum, soutenir l'implication des compétences nationales établies à l'étranger et activer leur rôle dans les différents projets de développement, a-t-elle poursuivi. De son côté, M. Chaib a indiqué que la création de ce Forum reflète l'intérêt croissant accordé par

l'Etat à l'implication des compétences algériennes établies à l'étranger dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, estimant que cette dynamique est à même d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération et de définir les priorités, tout en contribuant à la préparation du Forum des compétences algériennes à l'étranger que le ministère des Affaires étrangères œuvre à organiser, en vue d'en faire un cadre participatif global reflétant l'attention portée par les hautes autorités du pays à l'implication de la communauté nationale dans les différents projets nationaux.

R.E.

### PROJETS INSCRITS AU PROGRAMME DE L'ANNÉE 2026

#### le ministre des Travaux publics préside une réunion d'évaluation

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a présidé, dimanche, une réunion de coordination régionale avec les directeurs du secteur, afin d'évaluer l'avancement des projets inscrits au titre du programme de l'année 2026, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette cinquième réunion de coordination, tenue en présence des cadres centraux du ministère, des directeurs des travaux publics et de cadres techniques, a concerné le deuxième groupe des wilayas de l'Ouest, à savoir El Bayadh, Sidi Bel Abbès, Naâma et Tlemcen, précise le communiqué. La rencontre a été consacrée à l'évaluation de l'avancement des projets inscrits au programme de l'année 2026, au suivi du rythme de réalisation des opérations en cours et à l'examen des propositions relatives aux programmes des exercices 2027, 2028 et 2029, ajoute la même source. A cette occasion, l'accent a été mis sur les projets structurants et stratégiques, ainsi que sur la poursuite de l'opération d'assainissement de la nomenclature des investissements sectoriels, en vue d'optimiser les mécanismes de suivi et de rationaliser les dépenses publiques, souligne le communiqué.

Lors de cette réunion, M. Djellaoui a donné une série de directives et d'instructions visant à accélérer le rythme de réalisation des projets dans les wilayas concernées, insistant sur la nécessité de lancer tous les projets programmés au titre de l'année 2026 dans les délais impartis.

Le ministre a en outre appelé à accorder la priorité aux projets ayant un impact direct sur le développement et à renforcer la coordination entre les différents intervenants pour garantir un suivi rigoureux des projets, en veillant à les achever dans les

délais contractuels, selon la même source. Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la poursuite par le ministère de son programme périodique de coordination et d'évaluation (19 mai-3 juin) visant à s'enquérir de l'état d'exécution des programmes sectoriels et à améliorer les performances sur le terrain, conclut le communiqué.

R.E/APS

## Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 ماي 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Mai 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup>			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	75	56	البطاطا
	Tomate	101	116	87	الطماطم
	Oignon sec	93	104	83	البصل الجاف
	Ail sec	684	775	593	الثوم الجاف
	Ail vert	203	229	177	الثوم الاخضر
	Carotte	118	131	106	الجزر
	Navet	123	135	110	اللفت
	Petit pois	195	216	174	الجلبانية
	Fève verte	83	94	72	الفول الاخضر
	Courgette	155	171	138	الكوسة
	Haricot vert	268	298	237	الفاصولياء الخضراء
Laitue	117	131	103	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	532	638	426	التفاح المحلي
	Datte	503	633	373	التمر
	Banane	492	511	473	الموز
	Melon	148	165	130	البطيخ الاصفر
	Pastèque	97	113	81	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2034	2188	1879	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	369	382	356	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

### Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,20	-11,32	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1397,00	0,00	0,08	-0,81	8,98	5,57	3143	4 390 771,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	NC	0,00	0,03	1,11	6,66	6,38	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 069,00	2070,00	0,05	-0,73	-7,80	9,87	6,04	2231	4 618 170,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,64	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	445,00	0,00	-0,45	8,44	4,21	4,72	210	93 450,00

### RESSOURCES EN EAU La 21e édition du salon SIEE Pollutec du 1 au 4 juin à Alger

La 21e édition du Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau "SIEE-Pollutec" se tiendra du 1 au 4 juin au Palais des expositions (SAFEX-Alger) avec la participation de 170 exposants venus de 16 pays, indique un communiqué des organisateurs.

Cette édition, qui verra la participation de près de 10.000 visiteurs professionnels, s'annonce particulièrement dynamique, portée par une forte présence d'entreprises algériennes représentant 70% des exposants aux côtés d'acteurs venus d'Europe, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ajoute le communiqué.

Seize (16) pays seront représentés à cet événement, parmi lesquels, l'Allemagne, l'Arabie Saoudite, la Chine, l'Egypte, l'Espagne, la France, l'Inde, l'Italie et la Tunisie.

En marge du salon, des conférences abordant des problématiques liées notamment au dessalement de l'eau de mer, l'économie circulaire appliquée à l'industrie, la réutilisation des eaux usées épurées pour l'agriculture, la finance verte, ainsi que la préservation du littoral et la lutte contre la pollution des eaux marines, seront également au rendez-vous, selon la même source.

APS

## PAYS AFRICAINS PRODUCTEURS DE PÉTROLE

**Plaidoyer pour une souveraineté énergétique africaine renforcée**

Le secrétaire général de l'Organisation des pays africains producteurs de pétrole (APPO), Farid Ghezali, a affirmé que l'Afrique énergétique entre dans une nouvelle phase stratégique marquée par la recherche d'une plus grande souveraineté, le renforcement de la coopération intra-africaine et la création d'outils financiers autonomes capables de soutenir les projets du continent. Invité de la Chaîne 3, le responsable de l'APPO a détaillé les priorités de l'organisation, tout en mettant en avant le rôle central de l'Algérie dans la dynamique énergétique africaine.

Par Réda Hadi

Installé à la tête de l'organisation depuis décembre dernier, Farid Ghezali a expliqué que les défis auxquels font face les pays africains producteurs de pétrole sont nombreux et exigent une approche coordonnée. Selon lui, la première priorité demeure le renforcement de la coopération entre les Etats membres afin de construire une stratégie commune capable de défendre les intérêts énergétiques du continent.

Dans ce contexte, l'APPO mise particulièrement sur la future Banque africaine de l'énergie, considérée comme l'un des projets structurants les plus ambitieux de ces dernières années. Cette institution financière a été pensée pour répondre au recul progressif des financements internationaux destinés aux projets liés aux hydrocarbures africains.

Farid Ghezali a annoncé que le lancement officiel de la Banque africaine de l'énergie interviendra à la fin du mois de juillet 2026, tandis que l'institution deviendra opérationnelle dès le mois d'août prochain. Les bureaux de cette nouvelle banque ont déjà été inaugurés en février 2026 et le capital minimal nécessaire à son démarrage a été atteint. Le secrétaire général de l'APPO a souligné que cette banque permettra aux pays africains de financer eux-mêmes leurs projets énergétiques sans dépendre des grandes institutions financières internationales souvent réticentes à soutenir les investissements dans les énergies fossiles.

Il a insisté sur le fait que cet outil constitue un véritable levier de souveraineté énergétique pour le continent. Selon lui, l'Afrique doit disposer de mécanismes indépendants capables de financer ses propres infrastructures pétrolières et gazières dans un contexte mondial marqué par de fortes tensions géopolitiques et des mutations rapides du marché énergétique.

Au cours de cet entretien, Farid Ghezali a également salué le rôle de l'Algérie dans le développement énergétique africain. Il a rappelé que l'Algérie figure parmi les principaux contributeurs à la Banque africaine de l'énergie et qu'elle demeure un acteur central de la diplomatie énergétique continentale. Le responsable de l'APPO a estimé que l'Algérie s'impose aujourd'hui comme une référence africaine en matière de souveraineté énergétique. Il a notamment mis en avant la capacité du pays à maîtriser l'ensemble de la chaîne énergétique, depuis l'exploration jusqu'au transport maritime et à la commercialisation finale.

Selon lui, plus de 75 % de la production énergétique algérienne est réalisée directement par des entreprises nationales, tandis que les projets menés en partenariat restent majoritairement sous contrôle algérien. Une situation qu'il qualifie d'exceptionnelle à l'échelle du continent.

Farid Ghezali a également évoqué les grands projets transfrontaliers portés par l'Algérie, notamment le gazoduc transsaharien reliant le Nigeria à l'Algérie, considéré comme un projet stratégique pour la sécurité énergétique africaine et européenne.

Parmi les grands chantiers engagés par l'APPO figure également l'harmonisation des codes pétroliers africains. Le secrétaire général de l'organisation estime que les disparités réglementaires actuelles fragilisent plusieurs pays producteurs, dont certains ne contrôlent qu'une faible part de leurs propres ressources naturelles.

Farid Ghezali a jugé « inacceptable » que certains Etats africains ne détiennent qu'environ 15 % des revenus ou du contrôle effectif de leurs ressources pétrolières. Selon lui, cette situation découle souvent d'un manque de capacités d'investissement locales et d'une forte dépendance à l'égard des partenaires étrangers.

L'APPO souhaite ainsi encourager une conver-

gence réglementaire afin de garantir des contrats plus équilibrés et davantage favorables aux intérêts africains. Pour le responsable de l'organisation, les investisseurs étrangers doivent évoluer vers des partenariats « gagnant-gagnant » respectant les intérêts économiques et stratégiques des Etats producteurs.

Selon lui, les crises actuelles ont mis en évidence la fiabilité des producteurs africains, notamment l'Algérie, qui n'a jamais interrompu ses livraisons énergétiques malgré les périodes difficiles traversées par le pays.

Le secrétaire général de l'APPO considère que cette stabilité représente désormais un avantage stratégique majeur pour attirer davantage d'investissements directs étrangers dans les secteurs du pétrole, du gaz, des fertilisants et de la pétrochimie.

Il estime que l'Afrique doit désormais « monétiser sa fiabilité » non pas uniquement par les prix, mais surtout en exigeant des investissements industriels et technologiques durables en contrepartie de ses ressources énergétiques.

Abordant enfin la question de la transition énergétique, Farid Ghezali a défendu une approche pragmatique tenant compte des réalités économiques africaines. Il a rejeté l'idée d'un simple « copier-coller » des modèles occidentaux, affirmant que l'Afrique doit définir son propre rythme et ses propres priorités.

Selon lui, le continent africain ne représente qu'environ 5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et ne peut donc être soumis aux mêmes contraintes que les grandes puissances industrielles.

Le responsable de l'APPO estime que le développement économique et industriel des pays africains doit rester prioritaire, tout en respectant progressivement les normes environnementales internationales.

## PÉTROLE

**Les cours chutent face aux espoirs d'accord sur l'Iran**

Les cours du pétrole chutent de plus de 5% dans les premiers échanges lundi sur fond d'espoir d'accord entre les Etats-Unis et l'Iran pour mettre durablement fin à la guerre au Moyen-Orient, malgré les propos de Donald Trump semblant tempérer son imminence. Vers 23H10 GMT dimanche, le prix du baril de Brent de la mer du Nord lâchait 5,14% à 98,22 dollars tandis que le WTI américain chutait de 5,21% à 91,57 dollars.

"J'ai demandé à mes représentants de ne pas se précipiter pour conclure un accord, car le temps joue en notre faveur", a écrit le président américain sur sa plateforme Truth Social, en prévenant aussi que le blocus imposé par son pays aux ports iraniens resterait en vigueur "jusqu'à ce qu'un accord soit conclu, certifié et signé".

Déclenché le 28 février par une attaque américano-israélienne sur l'Iran, le conflit s'est étendu à une grande partie du Moyen-Orient et a fait des milliers de morts, surtout en Iran et au Liban où le mouvement pro-iranien Hezbollah a rejoint les hostilités début mars en visant le territoire israélien.

Un cessez-le-feu est en vigueur depuis le 8 avril entre l'Iran et les Etats-Unis, mais l'économie mondiale continue d'être secouée par le quasi blocage du détroit d'Ormuz, essentiel pour le transit des hydrocarbures, depuis près de trois mois.

Agence

## STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE EUROPÉENNE

**L'Algérie gagne en influence**

Par S. R.

L'Algérie consolide progressivement son influence sur le marché énergétique européen dans un contexte marqué par la recomposition des stratégies d'approvisionnement de l'Union européenne. Alors que plusieurs pays européens poursuivent leurs efforts pour diversifier leurs sources d'énergie depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, le gaz algérien continue de gagner du terrain, notamment sur les marchés espagnol et italien.

Les importations européennes de gaz naturel par gazoduc ont progressé pour le quatrième mois consécutif en glissement annuel. Les données, établies à partir des statistiques du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) et d'Eurostat, rapportées par la plateforme spécialisée « At-taq.net », montrent que l'Union européenne a importé 12,2 milliards de mètres cubes de gaz par pipeline en avril 2026, soit une légère hausse de 0,2 % par rapport à la même période de 2025. Sur les quatre premiers mois de l'année, les importations européennes ont atteint près de 49 milliards de mètres cubes, contre 47,8 milliards durant la même période de

l'année précédente, enregistrant ainsi une progression globale de 2 %. Cette dynamique est largement soutenue par l'augmentation des flux en provenance de plusieurs fournisseurs majeurs, dont l'Algérie.

Le rapport souligne en effet que les exportations algériennes par gazoduc ont progressé de 7 % vers l'Espagne et de 4 % vers l'Italie au cours des quatre premiers mois de 2026. Ces performances confirment le rôle stratégique croissant de l'Algérie dans la sécurisation des approvisionnements énergétiques du sud de l'Europe. Dans un environnement international marqué par les tensions géopolitiques et les inquiétudes persistantes sur la stabilité des marchés énergétiques mondiaux, l'Algérie apparaît désormais comme l'un des partenaires les plus fiables de l'Europe. La stabilité de ses livraisons, la proximité géographique et l'existence d'infrastructures gazières reliant directement le pays au continent européen renforcent davantage cette position. Cette progression intervient également dans un contexte de recul durable des importations européennes de gaz russe par pipeline. Bien que les flux russes via le gazoduc TurkStream aient augmenté de 7 %

au début de l'année 2026, la part du gaz russe dans les importations européennes transportées par gazoduc reste fortement réduite par rapport à la période précédant la crise ukrainienne. Selon le rapport, cette part est tombée d'environ 45 % en 2021 à près de 12 % en 2025.

L'étude met toutefois en évidence une transformation profonde de la structure des approvisionnements énergétiques européens. Entre 2021 et 2025, la part du gaz transporté par gazoduc dans les importations de l'Union européenne est passée de 80 % à 55 %, tandis que celle du Gaz naturel liquéfié (GNL) a progressé de 20 % à 45 %. Malgré cette montée en puissance du GNL, les flux par pipeline demeurent essentiels pour plusieurs pays européens, notamment ceux du bassin méditerranéen. Dans ce nouvel équilibre énergétique, l'Algérie bénéficie d'une position particulièrement avantageuse. Les gazoducs reliant le pays à l'Espagne et à l'Italie demeurent des infrastructures stratégiques pour l'Europe du Sud, permettant un approvisionnement stable et relativement compétitif.

Le rapport souligne également que l'Italie figure parmi les principales portes d'entrée du gaz acheminé par pipeline vers

l'Union européenne, captant environ 15 % des flux totaux importés durant les quatre premiers mois de l'année. Cette situation renforce indirectement le poids du gaz algérien dans la stratégie énergétique européenne. Parallèlement, certains fournisseurs connaissent des difficultés importantes. La Libye, par exemple, a enregistré une chute spectaculaire de 68 % de ses exportations gazières vers l'Italie sur la même période, accentuant davantage le besoin européen de sécuriser des partenaires énergétiques stables. La Norvège demeure néanmoins le premier fournisseur gazier de l'Union européenne, assurant environ 30 % des importations totales du bloc et plus de la moitié des volumes transportés par gazoduc. Les exportations norvégiennes ont notamment bondi de 27 % vers la Pologne et de 18 % vers la France. Autre évolution notable relevée par le rapport : l'augmentation spectaculaire des flux de gaz regazéifié en provenance du Royaume-Uni vers l'Europe continentale. Les volumes acheminés via les interconnexions européennes ont bondi de 272 % au début de l'année 2026 pour atteindre un solde net de 0,9 milliard de mètres cubes.

## RELIZANE

**Lancement de plusieurs projets de développement dans la daïra d'Ammi-Moussa**

Plusieurs projets de développement ont été lancés et d'autres mis en service, dimanche dans les communes d'El-Hassi et Ouled-Aïch, relevant de la daïra d'Ammi-Moussa (wilaya de Relizane).

Le wali de Relizane, Kamel Berkane, accompagné des autorités locales, a donné le coup d'envoi de projets d'aménagement de routes au niveau des douars « Cherarka » et « El-Mezaoughia » dans la commune de Ouled-Aïch, ainsi qu'un projet de réhabilitation de la route dépendant du chemin communal d'El-Hassi au douar « Zouaoua », en passant par le douar « Chouaref », sur une distance de 4,2km.

Les travaux de réhabilitation de la route communale dépendant d'El-Hassi à Ouled Aïch sur une distance de 3 km ont également été lancés, ainsi que les travaux d'aménagement et de revêtement de la route dépendant du douar « Beni-Madoun » à la commune d'El-Hassi (4,5 km). Le wali a également inspecté le projet d'ouverture et d'aménagement des pistes menant au douar "El-Ghrarssa" sur une distance de 2 km.

Le premier responsable de l'exécutif de la wilaya de Relizane a insisté auprès des responsables de ces projets, financés dans le cadre du programme de développement social et économique des communes pour l'année 2026, sur la nécessité de respecter les normes de qualité, ainsi que les délais de réalisation, afin d'assurer une véritable valeur ajoutée au profit des habitants de la région.

Par ailleurs, dans le cadre de renforcement des capacités de stockage, un centre de stockage intermédiaire de céréales d'une capacité de 50.000 quintaux, relevant du complexe secondaire "Si-Toufik", dans la commune de Ouled Aïch, a été réceptionné.

Un ouvrage d'art situé au douar "Oued Zouaïhi", dépendant des communes de Hassi et Ouled Aïch, a également été mis en service pour un coût dépassant 32 millions de dinars. D'autre part, il a été annoncé, le lancement du projet de réalisation d'un réseau d'assainissement au profit du douar "Ghrarssa" dans la commune d'El-Hassi.

La visite de terrain du wali de Relizane a également inclus l'inspection des travaux de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 1.000 mètres cubes destiné au douar "Ouled-Khalifa" dans la commune de Ouled Aïch. Le taux d'avancement des travaux a atteint 80 %. M. Berkane a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux afin de mettre ce projet en service dans les plus brefs délais, compte tenu de son importance dans l'amélioration de l'alimentation en eau potable des habitants de la région.

Le même responsable a également inspecté plusieurs autres projets de développement relatifs au raccordement au réseau de gaz naturel, à l'eau, aux routes, à l'aménagement urbain, à l'assainissement et à d'autres infrastructures.

APS

## FACE AUX PHÉNOMÈNES DE L'ENSABLEMENT ET DE LA REMONTÉE DES EAUX

**Ouargla s'appuie sur la recherche appliquée**

La wilaya d'Ouargla s'appuie ces dernières années, sur la recherche scientifique appliquée et les solutions innovantes pour remédier aux phénomènes de l'ensablement et de la remontée des eaux.

Dans ce cadre, une séance de travail a regroupé récemment le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, et une pléiade de chercheurs et d'enseignants universitaires, ainsi que de représentants de secteurs techniques et administratifs, pour examiner une série d'études et de propositions élaborées à cet effet par l'Université Kasdi Merbah d'Ouargla. Les travaux ont permis de se pencher sur les principales problématiques environnementales auxquelles est exposée la région, à leur tête les phénomènes de l'ensablement et de la remontée des eaux souterraines, et leur impact direct sur les infrastructures, les routes et les cadres urbain et agricole. Convaincus de l'insuffisance des solutions classiques pour remédier à la problématique, les intervenants ont plaidé pour des approches scientifiques basées sur la recherche appliquée et les expérimentations sur le terrain, adossées à une cartographie précise des zones les plus exposées à l'ensablement, basée sur l'identification des couloirs venteux et la nature des sols. A ce propos, le direc-

teur des structures économiques annexes de l'université d'Ouargla, Nacer Ghilani, a indiqué dans une déclaration à l'APS que "ces efforts visaient à fixer les dunes de sable et atténuer leur impact sur les zones urbaines et agricoles, ainsi qu'à étudier les possibilités d'exploitation de la Sebkha (zone marécageuse) du bassin d'Ouargla en espace à valeur économique et de développement, à travers un processus scientifique de mise en valeur, qui tienne compte des spécificités du milieu saharien et où seraient associés l'Université et les différents acteurs locaux". M.Ghilani a également mis en avant l'intérêt d'"identifier des espaces d'expérimentation ouverts" pour la mise en œuvre des solutions suggérées, notamment en zones agricoles, avec pour objectif d'évaluer l'efficacité de la solution pour, éventuellement, sa généralisation. L'Université d'Ouargla mise aussi sur l'exploitation du couvert végétal comme moyen naturel de freiner le mouvement des sables, notamment la plantation d'espèces adaptées au milieu et climat sahariens, à l'instar de la plante "Salco-

rinia" aux bienfaits environnementaux et économiques avérés.

M.Ghilani a fait état aussi d'études relatives à l'exploitation de la Sebkha du bassin d'Ouargla avec des procédés modernes de génie-civil, dans la perspective d'en transformer certaines parties en espaces exploitables susceptibles d'accueillir des investissements basés sur des normes techniques et respectueux de la préservation de l'écosystème.

Dans le même contexte, des propositions techniques ont été avancées pour l'amélioration du réseau d'assainissement et l'adoption de dispositifs modernes de contrôle, afin de protéger les infrastructures et les constructions des effets de la remontée des eaux.

L'initiative de cette rencontre reflète les efforts d'ouverture de l'Université sur son environnement socioéconomique et de consécration du rôle de la recherche scientifique dans l'appui au développement durable des régions sahariennes.

APS

## ANNABA

**Plus de 334 millions de dinars versés aux céréaliculteurs au titre du crédit R'fig**

Un montant de plus de 334 millions de dinars a été versé au cours de la campagne agricole 2025-2026 aux céréaliculteurs de la wilaya d'Annaba au titre du crédit bonifié "R'fig", à-on avisé, dimanche, auprès des services de la wilaya. Les crédits en question ont été accordés "dans le cadre du soutien à l'activité agricole, de l'accompagnement des producteurs et de la mise en place des conditions propices à la réussite de cette campagne agricole", a-t-on précisé de même source. Les services de la wilaya ont précisé que ces finan-

cements ont bénéficié à 163 producteurs engagés dans la filière céréalière, ce qui illustre l'importance de l'appui accordé par l'Etat à cette filière stratégique, considéré comme « l'un des piliers fondamentaux du renforcement de la production nationale et de la sécurité alimentaire ». Selon la même source, la superficie agricole financée dans le cadre du crédit R'fig est de 2.883,03 hectares, ce qui témoigne, at-on souligné, de "la contribution de ce dispositif qui met à la disposition des céréaliculteurs les moyens financiers nécessaires, notamment en ce qui

concerne la couverture des coûts d'acquisition des semences, des engrais et des différents entrants liés à l'activité agricole". Les services de la wilaya ont également précisé que sur les 491 agriculteurs ayant fait l'acquisition de semences auprès de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), 163 ont constitué du crédit "R'fig", ce qui est édifiant, at-on ajouté, quant à l'engouement des céréaliculteurs pour les mécanismes de financement accompagnant la saison agricole. De même que 585 producteurs ont reçu de l'achat d'engrais par l'inter-

médiaire de la CCLS dans le cadre des mesures visant à garantir la disponibilité, dans les délais impartis, des différents intrants agricoles nécessaires, permettant ainsi d'améliorer les rendements et d'augmenter la production. Les services de la wilaya ont conclu en soulignant que les différentes mesures prises "s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à accompagner les agriculteurs et à garantir le bon déroulement de la saison agricole, afin de préserver la production agricole et de renforcer la sécurité alimentaire.

APS

## ORAN

**Des mesures pour garantir l'approvisionnement en eau potable pendant l'Aïd et la saison estivale**

La Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) a mis en place plusieurs mesures et dispositions, en coordination avec les différentes institutions et organismes du secteur des ressources en eau, afin de garantir l'alimentation en eau potable pendant les jours de l'Aïd El-Adha et la saison estivale, a indiqué dimanche le directeur de l'entreprise, Oussama Helaili.

S'exprimant lors d'une conférence de presse animée aux côtés du directeur de la distribution de la SEOR, Houari Khouja, et consacré à la présentation de ces mesures, le responsable a précisé que la wilaya d'Oran a enregistré d'un quota supplémentaire de 60.000 à 70.000 mètres cubes d'eau par jour, en provenance des barrages de Sekkak et de Bougherara (wilaya de Tlemcen), et ce pour une durée de six jours à l'occasion de l'Aïd El-Adha. Il a également informé que l'usine de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ ainsi

que les stations de Chatt El-Hillal et de Kahrama ont récemment fait l'objet d'opérations de maintenance périodique. L'usine de Cap Blanc devrait, quant à elle, être soumise aux travaux d'entretien après l'Aïd El-Adha, afin de garantir la continuité de la production dans de bonnes conditions. M. Helaili a rappelé que les besoins de la wilaya d'Oran sont estimés, en temps normal, à environ 600.000 mètres cubes d'eau par jour. Cette demande connaît toutefois une augmentation durant les jours de l'Aïd, notamment le matin du sacrifice, où elle peut dépasser les 730.000 mètres cubes, une situation exceptionnelle marquée par une consommation simultanée particulièrement élevée. Concernant la saison estivale, le même responsable a affirmé que la wilaya d'Oran dispose de ressources suffisantes pour assurer l'approvisionnement en eau dans de bonnes conditions, malgré l'augmentation de la demande liée à l'afflux de touristes. Il

a précisé que 93 % des besoins de la wilaya sont couverts par les quatre usines et stations de dessalement d'El Mactaâ, Cap Blanc, Chatt El-Hillal et Kahrama. Les barrages alimentant la partie ouest de la wilaya affichent, par ailleurs, un niveau de remplissage satisfaisant et peuvent être sollicités en cas d'arrêt ou de baisse de production des unités de dessalement. Enfin, il a indiqué qu'environ 88 % de la population de la wilaya d'Oran bénéficie d'un approvisionnement quotidien en eau potable. Les 12 % restants se concentrent dans certaines zones, notamment Tafraoui et Mers El-Kébir, où des projets sont en cours de réalisation afin d'améliorer la situation. Ces localités sont actuellement soumises à un programme spécifique de distribution d'un jour sur deux ou d'un jour sur trois, dispositif qui sera maintenu pendant toute la saison estivale.

R.E/Agence

# Les grandes compagnies pétrolières cherchent à se protéger face aux « croisades juridiques gauchistes »

Au sommet des priorités législatives de l'industrie des énergies fossiles figurent des mesures de protection radicales contre toute responsabilité en cas de catastrophes climatiques causées par leurs processus d'extraction. Les Républicains au Congrès font tout leur possible pour les aider dans cette démarche.

3<sup>e</sup> partie et fin



Par Emily Sanders (\*)

Dans une déclaration faite lundi, Cruz s'en est pris aux « groupes écologistes radicaux », les accusant de « recourir à des poursuites judiciaires sans fondement pour ruiner notre secteur énergétique, détruire des emplois bien rémunérés et faire grimper le prix de l'électricité et de l'essence pour les familles qui travaillent dur ». Lors d'une audition au Congrès l'année dernière sur le thème « La guerre juridique menée par la gauche contre la domination énergétique américaine », il a affirmé, sans apporter de preuves, que la Chine finançait les poursuites judiciaires liées au climat intentées par des collectivités américaines. Il convient de noter que le projet de loi Hageman et Cruz définit l'énergie protégée comme « le pétrole brut, le gaz naturel, les condensats de gaz naturel, le gaz naturel liquéfié, les produits pétroliers raffinés ou le charbon », sans faire mention des sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Les deux législateurs avaient précédemment déclaré à E&E News qu'ils « n'avaient pas eu de nouvelles » des groupes du secteur pétrolier concernant ce projet de loi. Or, ces mêmes groupes ont été cités dans le communiqué de presse de Hageman au sujet de ce nouveau projet de loi. « Nous adressons nos remerciements au sénateur Cruz et à la représentante Hageman pour avoir présenté un projet de loi visant à mettre un terme à la multiplication des lois et des poursuites judiciaires au niveau des États, qui menacent le secteur énergétique américain et risquent d'entraîner une hausse des coûts pour les consommateurs », ont déclaré, dans un

communiqué commun, Chet Thompson, président-directeur général de l'American Fuel & Petrochemical Manufacturers, et Mike Sommers, président-directeur général de l'American Petroleum Institute. Les bureaux de Hageman et Cruz n'ont pas répondu à une demande de commentaires visant à savoir s'ils avaient été en contact avec ces groupes au sujet du projet de loi. Ce projet de loi offrirait une protection en matière de responsabilité climatique non seulement aux entreprises, mais aussi aux particuliers, aux sociétés de personnes, aux entités publiques et aux associations professionnelles accusés de tromperie climatique. Cela inclut l'American Petroleum Institute, une association professionnelle qui est partie défenderesse dans plusieurs procès liés au climat. Le projet de loi Hageman et Cruz bénéficie également du soutien d'un groupe de procureurs généraux républicains qui, en juin, ont demandé à Pam Bondi, alors procureure générale des États-Unis, de recommander au Congrès d'accorder un « bouclier contre la responsabilité » aux compagnies pétrolières, en donnant comme exemple l'immunité dont bénéficient les fabricants d'armes à feu en matière de violence par arme à feu. Ces procureurs généraux sont tous membres de la Republican Attorneys General Association, un groupe de pression politique qui a reçu des financements de la part de plusieurs défenseurs du secteur des énergies fossiles dans le cadre de procès liés au climat, notamment Exxon, Koch Industries et l'American Petroleum Institute, encore récemment en 2024.

## Trump, Leonard Leo et les questions constitutionnelles

Parmi les acteurs qui s'efforcent de faire échouer les initiatives visant à tenir l'industrie pétrolière pour responsable, on

trouve également l'administration Trump et des activistes juristes de droite tels que Leonard Leo, considéré comme l'architecte de l'actuelle majorité conservatrice à la Cour suprême.

Selon une récente enquête de ProPublica, la plupart des projets de loi républicains au niveau des États visant à bloquer les lois et les poursuites judiciaires en matière de climat s'inscrivent dans le cadre d'une action coordonnée menée par des groupes liés au réseau politique financé par des fonds occultes de Leo. Les groupes liés à Leo figurent également parmi les principaux bailleurs de fonds de l'Association des procureurs généraux républicains.

Après avoir promis des faveurs à l'industrie pétrolière en échange de dons de campagne, Trump a donné l'ordre à son ministère de la Justice de bloquer les lois et les poursuites judiciaires des États en matière de climat. Les procureurs fédéraux ont tenté de s'exécuter en intentant des actions préventives contre des responsables des États du Michigan et d'Hawaï afin de les empêcher de poursuivre les compagnies pétrolières. Les deux États ont tout de même engagé leurs poursuites en matière de climat, et les actions intentées par le ministère de la Justice ont été rejetées par des juges fédéraux. L'administration Trump a également intenté des poursuites pour faire annuler les lois sur les « superfunds » climatiques de New York et du Vermont, et ces affaires sont actuellement en instance devant les tribunaux fédéraux.

Les actions en justice pour responsabilité climatique se heurtent à un nouvel obstacle : la Cour suprême examine actuellement une requête déposée par des compagnies pétrolières visant à faire rejeter une affaire engagée par la ville de Boulder, dans le Colorado. Soutenue à la fois par l'administration Trump et par des groupes liés à Leo, cette requête fait valoir

que ces actions intentées au niveau des États et au niveau local sont écartées par la loi fédérale sur la qualité de l'air (Clean Air Act) et par « notre structure constitutionnelle ». Le juge Samuel Alito, qui détient des actions à hauteur de plusieurs milliers de dollars dans des compagnies pétrolières, a pris part à la décision d'entendre l'affaire.

Le nouveau projet de loi fédéral sur l'immunité climatique semble étayer cet argument dans une section consacrée à la « préemption fédérale », qui irait encore plus loin pour empêcher toute réglementation au niveau des États concernant les gaz à effet de serre et le changement climatique. Selon Parenteau, de la Vermont Law and Graduate School, cette mesure constitue « une revendication non constitutionnelle d'une autorité que le Congrès ne détient pas ».

Cette section stipule que « la réglementation des émissions de gaz à effet de serre et du changement climatique relève et continuera de relever exclusivement du droit fédéral et sera régie par des agences fédérales auxquelles le Congrès a délégué ses pouvoirs ». Cette disposition est « d'une portée incroyablement large et pourrait servir à contester un large éventail de lois étatiques sur le climat », a déclaré Michael Gerrard, directeur du Sabin Center for Climate Change Law à l'université Columbia, dans un courriel.

« Depuis 1970, la loi sur la qualité de l'air autorise clairement les États à réglementer la pollution atmosphérique provenant de sources fixes de manière plus stricte que l'EPA ; cela reviendrait à rompre avec une règle légale acceptée depuis plus d'un demi-siècle », a-t-il ajouté.

Toutefois, ces dispositions pourraient perdre tout leur sens si l'administration Trump parvenait à mettre en œuvre son projet visant à remettre en cause les fondements de la loi sur la qualité de l'air. En fin de compte, même si la loi fédérale sur l'immunité en matière de responsabilité climatique venait à être adoptée, elle pourrait faire l'objet de recours constitutionnels pour atteinte à la souveraineté des États et à la doctrine constitutionnelle de la séparation des pouvoirs, a déclaré Wallsgrave, de l'Université d'Hawaï. Il en déduit une certaine complaisance du législateur envers les intérêts liés aux énergies fossiles.

« Agir ainsi simplement pour que vos donateurs politiques issus de l'industrie pétrolière n'aient pas à s'inquiéter de ces poursuites judiciaires semble être une raison contestable pour abandonner les principes constitutionnels », a-t-il déclaré.

(\*) Journaliste, elle est spécialisée dans les questions climatiques et vit dans le Queens, à New York.

Source : Jacobin, Emily Sanders, 26-04-2026  
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

## EGYPTE

**Le Caire signe une convention avec Sky Ports pour le projet de port sec de Borg El Arab**

Face à la saturation croissante de ses ports maritimes, l'Égypte accélère le développement d'infrastructures logistiques intérieures. Le pays multiplie les investissements pour fluidifier les échanges commerciaux et renforcer son positionnement régional sur le marché du fret.

Le ministre égyptien des Transports a signé un protocole d'accord avec la société Sky Ports pour le financement, la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance du port sec et de la zone logistique de Borg El Arab, dans le nord du pays. L'objectif est de soutenir le développement de cette zone industrielle à travers l'amélioration des services logistiques, afin de réduire la congestion des ports maritimes.

Selon les autorités, les nouvelles infrastructures devraient également contribuer à diminuer les coûts du fret, ainsi que la durée des opérations d'inspection et de dédouanement. Le site retenu pour le port sec et le centre logistique couvre une superficie de 54 hectares.

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie visant à faire de l'Égypte un hub régional de logistique et de commerce de transit. Le programme prévoit notamment la création de 33 ports secs et zones logistiques, ainsi que le développement de 7 corridors logistiques intégrés. Ces corridors doivent relier les zones de production industrielles, agricoles et minières aux ports maritimes, mais aussi connecter les ports de la mer Rouge à ceux de la Méditerranée. Ils seront adossés à un réseau ferroviaire modernisé, comprenant des lignes à grande vitesse diesel et électriques, ainsi qu'au réseau routier principal.

Outre Borg El Arab, 7 autres ports secs sont prévus dans le cadre de ce programme lancé il y a plusieurs années. Des infrastructures similaires sont notamment envisagées à 10th of Ramadan City, 6th of October City, New Damietta, New Beni Suef, New Sohag, Sadat City et El Tor.

## SIDI BOUZID (TUNISIE)

**Les prix des moutons de l'Aïd en hausse d'environ 500 dinars par rapport à l'année dernière**

Les différents marchés hebdomadaires du gouvernorat de Sidi Bouzid connaissent, ces jours-ci, une forte activité, notamment dans les espaces réservés à la vente des moutons de l'Aïd, malgré un consensus autour de la flambée excessive de leurs prix, qui atteint environ 500 dinars par rapport à l'année dernière.

Mustapha Ammar, un commerçant de bétail, a indiqué, dans une déclaration à l'agence TAP, que les prix des moutons de l'Aïd, bien qu'élevés, ont enregistré au cours des deux derniers jours une baisse d'environ 100 dinars, en raison du recul des achats, malgré le versement des salaires des fonctionnaires et l'augmentation de l'offre.

Concernant les prix, il a précisé qu'ils oscillent entre 1 400 et 1 500 dinars pour un mouton de taille moyenne, et autour de 1 300 dinars pour une femelle, tandis que le prix d'un animal de grande taille peut dépasser les 2 000 dinars. Il s'attend à une poursuite de la baisse des prix au cours des deux prochains jours, en raison de la disponibilité d'un nombre important de moutons, les éleveurs étant contraints de les vendre après la fin de la période d'engraissement et par crainte des coûts supplémentaires liés aux aliments pour bétail.

De son côté, Abdallah Ibrahim, un éleveur, a affirmé que malgré la hausse des prix des moutons de l'Aïd, ceux-ci ne couvrent souvent qu'à peine les coûts de production et les efforts des agriculteurs. Il a expliqué cette situation par l'augmentation des prix des aliments pour bétail, pouvant atteindre 30%, leur rareté et l'irrégularité de l'approvisionnement assuré par les structures spécialisées. À titre d'exemple, le prix de 85 kg d'orge dépasse 60 dinars, tandis que la vente

des aliments concentrés, notamment le son et le « sedari », est monopolisée par des commerçants du marché noir.

Il a également souligné que les fourrages grossiers, tels que le « qart » et le « tabaâ », ont connu une hausse spectaculaire de leurs prix, le « qart » étant vendu actuellement sur place, dans les exploitations agricoles, à 25 dinars. Cette situation est aggravée par le recul du recours au pâturage naturel, en raison des changements climatiques, notamment le déficit pluviométrique et la hausse des températures, qui ont contraint les éleveurs à dépendre davantage des aliments pour bétail.

Youssef, un éleveur originaire de Souk Jedid, a appelé les services de vulgarisation agricole à intervenir et à fournir vaccins et médicaments, en particulier durant les périodes marquées par la propagation de maladies comme la fièvre aphteuse, qui a causé la perte d'une part importante du cheptel. Selon lui, l'agriculteur s'est retrouvé seul face à la cherté des médicaments et aux frais des consultations vétérinaires.

Il a également mis en garde contre les effets négatifs de l'abattage anarchique sur la pérennité du cheptel, en particulier les femelles reproductrices et les jeunes animaux, en raison du manque de contrôle et de l'absence d'encadrement. Cette situation a entraîné, selon lui, une diminution du nombre de têtes et un faible renouvellement

du cheptel, faisant craindre sa disparition progressive au fil des années.

Le président de l'Union régionale de l'agriculture et de la pêche à Sidi Bouzid, Ali Brahmi, a indiqué, dans une déclaration à la correspondante de la TAP, que les prix des moutons de l'Aïd dans le gouvernorat obéissent à la règle de l'offre et de la demande. Il a souligné que les agriculteurs font face à des pressions croissantes en raison de la forte hausse des prix des aliments pour bétail, principal facteur dans l'élevage, en plus de l'augmentation des coûts de transport et des soins vétérinaires.

Il a ajouté que les changements climatiques, en particulier la faiblesse des précipitations et le recul des pâturages naturels, ont également contribué à accroître la dépendance aux aliments composés, ce qui a alourdi les coûts de production. Selon lui, l'ensemble de ces facteurs se répercute directement sur le prix des moutons de l'Aïd, l'éleveur se trouvant contraint de vendre son cheptel à des prix élevés afin de couvrir ses charges et de dégager un minimum de bénéfice lui permettant de poursuivre son activité.

Le président de l'Union régionale de l'agriculture à Sidi Bouzid a également insisté sur la nécessité de préserver les femelles reproductrices et d'éviter leur abattage, en raison de leur rôle essentiel dans la pérennité du cheptel aux niveaux régional et national. R I.

## ARABIE SAOUDITE

**La GASTAT annonce une hausse de 10,2% de l'indice des revenus opérationnels des entreprises à court terme en mars 2026**

GASTAT a publié le bulletin des indicateurs des entreprises à court terme pour le mois de mars 2026, au cours duquel l'indice des revenus opérationnels a enregistré une augmentation de 10,2% par rapport au même mois de l'année 2025, soutenu par la croissance de plusieurs activités économiques dont les plus notables

sont : l'activité minière et l'exploitation des carrières qui a progressé de 25,5%, et l'activité du commerce de gros et de détail ainsi que la réparation de véhicules qui a enregistré une hausse de 4,6%, en plus d'une progression de 4,8% de l'activité de construction et d'une augmentation de 17,6% des activités financières et d'assurance.

Sur une base mensuelle, l'indice des revenus opérationnels a enregistré une hausse de 8,1% par rapport au mois de février 2026, soutenu par une augmentation de 4,4% des activités de l'industrie manufacturière, une hausse de 38,6% de l'activité minière et de l'exploitation des carrières, et une progression de 0,2% de l'activité du commerce

de gros et de détail ainsi que la réparation de véhicules, en plus d'une hausse des activités financières et d'assurance de 2,6% et d'une augmentation des activités d'information et de communication de 0,6% respectivement. R I.

## MAURITANIE

**Lancement d'un atelier consultatif pour l'élaboration du plan d'action national pour la biodiversité**

Les travaux de l'atelier national consultatif consacré à l'élaboration du plan d'action de la stratégie nationale pour la biodiversité en Mauritanie ont été ouverts à Nouakchott. Dans une allocution prononcée à cette occasion, la ministre de l'Environnement et du Développement durable, Mme Messouda Mint Baham Ould Mohamed Laghdaf, a souligné que la biodiversité constitue une richesse naturelle inestimable et un pilier essentiel du développement durable du pays, en raison de son rôle central dans le renforcement de la sécu-

rité alimentaire, la lutte contre le changement climatique, la préservation des écosystèmes et l'amélioration des conditions de vie des populations. Elle a ajouté que la biodiversité fait face à des défis croissants, notamment les effets du changement climatique, la désertification, la surexploitation des ressources naturelles, les pressions humaines ainsi que les différentes formes de dégradation des terres et des habitats naturels.

La ministre a indiqué que, conformément aux orientations du Président de la République, Son Excellence Moha-

med Ould Cheikh El Ghazouani, les questions environnementales et climatiques occupent désormais une place centrale parmi les priorités nationales.

Elle a expliqué que la stratégie nationale pour la biodiversité constitue le cadre de référence pour la préservation, la restauration et l'exploitation durable de la biodiversité en Mauritanie. Sa mise à jour vise à prendre en compte les nouvelles évolutions environnementales, l'accélération des changements climatiques et les engagements internationaux récents, no-

tamment le cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité adopté dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique.

Mme la ministre a précisé que cet atelier représente une étape importante dans ce processus, en tant que cadre de concertation permettant de réunir les différents acteurs autour d'une même table afin d'échanger les points de vue et d'identifier des actions concrètes et réalistes conformes aux priorités nationales

Agence

## BURKINA FASO

# Les exportations d'amandes de karité sont à nouveau autorisées

Le bassin ouest-africain est le foyer de l'offre mondiale de karité. Alors que plusieurs pays producteurs, y compris le Burkina Faso, ont choisi depuis 2024 de limiter ou de suspendre les exportations d'amandes afin de stimuler la transformation locale, Ouagadougou assouplit désormais sa position.

Par RI / Agence

Le gouvernement burkinabè vient de lever la suspension temporaire des exportations d'amandes de karité, en vigueur depuis septembre 2024. La mesure a été annoncée le 22 mai dernier dans un communiqué conjoint des ministères en charge de l'Industrie et de l'Économie et des Finances. Cette décision intervient alors que les autorités estiment que les unités locales de transformation disposent désormais d'un niveau d'approvisionnement jugé satisfaisant pour la campagne de commercialisation 2025-2026. Il convient de noter que l'interdiction initiale visait à garantir aux industriels locaux un accès prioritaire à la matière première dans le cadre de la stratégie nationale de promotion de la transformation locale.

## Une reprise sous contrôle

La levée de la suspension ne marque toutefois pas un retour à une totale liberté commerciale. Les exportateurs devront obtenir une Autorisation spéciale d'exportation (ASE) pour expédier leurs cargaisons à l'étranger. Selon les autorités, tout exportateur souhaitant obtenir cette autorisation devra céder au préalable au moins 25 % des volumes destinés à l'exportation aux unités nationales de transfor-

mation qui exprimeraient des besoins résiduels. Cette cession devra être justifiée par des contrats fermes ainsi que par des bordereaux de livraison dûment signés par les parties concernées. Par ailleurs, un prélèvement de 200 FCFA par kilogramme d'amandes exportées est désormais appliqué au profit du budget de l'État. L'introduction de cette redevance suggère une volonté des autorités de générer des ressources publiques supplémentaires et d'encadrer davantage les flux d'exportation de la matière première.

Quoi qu'il en soit, la décision de lever la suspension illustre les arbitrages complexes auxquels est confronté le gouvernement burkinabè. D'un côté, l'exécutif cherche à soutenir l'industrialisation de la filière karité et à renforcer la transformation locale. De l'autre, il doit préserver les revenus des exportateurs, dans un contexte où les marchés internationaux offrent généralement des prix plus élevés que le marché domestique.

Selon les données de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), les exportations d'amandes de karité depuis le Burkina Faso se sont élevées à 124 287 tonnes en moyenne par an entre 2020 et 2024. Sur la période considérée, les recettes d'exportation générées ont été évaluées à 29,55 milliards de francs CFA (52,4 millions \$) en moyenne par an, ce qui en fait l'un des principaux produits

agricoles d'exportation du pays avec le coton et l'anacarde.

## Une rupture avec la dynamique sous-régionale

Avec un encadrement strict et une réouverture conditionnée des exportations, la politique du Burkina Faso traduit une phase d'ajustement progressif de son modèle de gouvernance de la filière karité. L'enjeu central reste la capacité à concilier industrialisation locale, compétitivité des exportations et lutte contre les flux informels. Elle rompt cependant avec la dynamique sous-régionale qui voit les pays producteurs majeurs d'Afrique de l'Ouest suspendre ou envisager d'interdire les exportations de la matière première dans le cadre d'une politique d'industrialisation depuis quelques années. Outre le Mali en octobre 2024, la Côte d'Ivoire et le Togo ont également décidé de suspendre les expéditions d'amandes de karité, respectivement en janvier et avril 2025. Alors que le Nigeria, numéro 1 mondial de l'offre, suit le mouvement depuis août 2025, le Ghana envisage l'interdiction d'ici la fin de l'année 2026. Cette stratégie repose sur le constat que la transformation des amandes en beurre ou en ingrédients destinés aux industries cosmétique et agroalimentaire permet de capter davantage de valeur ajoutée que l'exportation de la matière première brute.

## SÉNÉGAL

## Les subventions aux carburants menacent de déséquilibrer le budget 2026

Déjà fragilisé par une lourde dette héritée de l'ancien gouvernement, le Sénégal doit composer avec une nouvelle pression qui met ses finances publiques à rude épreuve. Le coût du maintien de prix abordables pour l'énergie devient de plus en plus difficile à soutenir.

La flambée du pétrole fait planer une lourde menace sur les finances sénégalaises. La facture des subventions aux carburants pourrait dépasser l'enveloppe prévue au budget 2026 de 1150 milliards de francs CFA, soit environ 2 milliards de dollars. L'alerte a été lancée par le mi-

nistre des Finances Cheikh Diba lors d'une session devant les députés, vendredi 22 mai.

Selon les détails rapportés par Reuters, cette perspective dépend directement de l'évolution du cours du pétrole. Le Sénégal a bâti son budget sur un baril à 85 dollars, ce qui exige déjà 774 milliards de francs CFA (environ 1,37 milliard de dollars) de subventions cette année. Mais lorsque le baril grimpe à 115 dollars, sous l'effet de la guerre en Iran, la facture pourrait atteindre 1390 milliards de francs CFA (environ 2,46 milliards de dollars).

Un tel montant représenterait envi-

ron un cinquième du budget total de l'État, a précisé l'ex-Premier ministre Ousmane Sonko, limogé vendredi.

Le pays n'avait initialement prévu que 250 milliards de francs CFA (environ 442 millions de dollars) pour ces subventions, avant que le conflit au Moyen-Orient ne fasse flamber les prix.

Pour alléger ce fardeau, le ministre des Finances avait proposé de relever les prix à la pompe. Une option rejetée par le gouvernement. « Dès que la crise a éclaté, j'ai approché le Premier ministre pour proposer d'augmenter les prix et de partager le fardeau avec la population. La ré-

ponse a jusqu'ici été négative », a confié Diba.

## Une vulnérabilité ancienne aux chocs pétroliers

Le Sénégal dépense depuis des années des sommes significatives pour maintenir les prix de l'énergie à un niveau abordable. En 2022, les subventions à l'électricité, au gaz et aux carburants avaient atteint 750 milliards de francs CFA (environ 1,33 milliard de dollars), soit 4,4 % de la richesse nationale, selon le projet de loi de finances 2024.

Agence

## GHANA

## Le Pays assure sa conformité à l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche

Au Ghana, le secteur de la pêche contribue à hauteur de 4 % au PIB et fournit des sources de revenus à près de 10 % de la population. Comme dans la majorité des pays côtiers, la pêche illégale constitue l'un des principaux défis pour la durabilité des ressources halieutiques.

Au Ghana, le ministère de la Pêche et de l'Aquaculture a lancé le 18 mai dernier un nouveau projet d'une durée de trois ans qui vise une meilleure gestion des ressources halieutiques. Selon un communiqué publié sur le site dudit ministère, cette initiative permettra d'accélérer la conformité du pays à l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche.

Cet engagement international, entré en vigueur depuis septembre 2025, vise à limi-

ter les subventions publiques jugées néfastes qui contribuent chaque année à l'épuisement des ressources marines. Concrètement, il interdit les soutiens publics qui favorisent la pêche illégale, la capture de stocks surexploités et les activités de pêche dans des zones de haute mer dépourvues de réglementation. L'objectif est de protéger les stocks mondiaux et de préserver les moyens de subsistance de centaines de millions de personnes dépendantes de la pêche.

## Un dispositif centré sur la transparence et la durabilité

Dans ce contexte, le projet triennal lancé par le gouvernement bénéficie d'un financement du Fonds de l'OMC pour la pêche

et est mis en œuvre en partenariat avec Global Fisheries and Resilience Action (GFRA), une organisation non gouvernementale basée à Accra, au Ghana, qui œuvre pour la durabilité des pêches et la résilience des communautés côtières.

Les interventions prévues reposent sur cinq axes stratégiques, qui impliquent le contrôle des flux de subventions, l'évaluation de l'état des stocks de poissons, la protection des moyens de subsistance des communautés côtières, la promotion de l'équité dans la chaîne de valeur et le renforcement de la gouvernance du secteur. Selon les autorités, un comité de pilotage composé de 11 membres a été mis en place pour superviser l'exécution du projet. Ce comité tiendra des réunions mensuelles de coordination, facilitera des

consultations régulières avec les parties prenantes et mènera des évaluations trimestrielles rigoureuses afin de garantir que le Ghana reste sur la bonne voie dans le respect de ses engagements auprès de l'OMC.

« Ce projet est essentiel non seulement pour respecter les engagements internationaux du Ghana, mais aussi pour assurer la durabilité à long terme du secteur halieutique et de l'économie côtière du pays [...] Une conformité efficace ne consiste pas seulement à respecter des obligations internationales. Il s'agit aussi de garantir que nos pêcheries demeurent productives, équitables et durables pour les générations futures », a déclaré Emelia Arthur, ministre de la Pêche.

R.I.

## AFRIQUE SUBSAHARIENNE Oikocredit investit dans un fonds pour les jeunes entreprises énergétiques

Faute d'un accès suffisant au capital, les acteurs locaux du solaire et de la cuisson propre en Afrique subsaharienne font face à un besoin de financement annuel estimé à 8 milliards de dollars, selon l'Irena, un vide que des fonds spécialisés tentent progressivement de combler.

Les financements dédiés aux solutions énergétiques durables se multiplient progressivement en Afrique subsaharienne. Dans un communiqué publié mardi 19 mai, Oikocredit a annoncé un investissement dans Hummingbird One, un nouveau véhicule de financement lancé par Charm Impact afin de soutenir de jeunes entreprises africaines actives dans les énergies renouvelables et les solutions de cuisson propre.

Le fonds a réalisé un premier bouclage à 6,25 millions de dollars avec le soutien d'Oikocredit, de l'IKEA Foundation, de la Good Energies Foundation et du Dutch Good Growth Fund, géré par Triple Jump. Il vise une taille finale de 12 millions de dollars.

« L'écosystème des énergies renouvelables parvient de mieux en mieux à financer des projets déjà bien établis. Mais il n'a pas été conçu pour financer la phase de développement. Hummingbird One a été créé pour remédier à ce décalage structurel », a déclaré Gavriel Landau, fondateur et directeur général de Charm Impact.

Hummingbird One prévoit d'accorder des prêts compris entre 50 000 et 500 000 dollars à des entreprises opérant notamment au Kenya, en Ouganda, au Nigeria et en Zambie. Selon Charm Impact, ces montants restent souvent trop faibles pour les investisseurs institutionnels classiques, mais trop élevés pour les financeurs informels ou les mécanismes de microfinance.

Le véhicule prévoit un portefeuille constitué d'au moins 85 % d'entreprises locales. Sa structure de financement mixte combine capitaux seniors, juniors et catalytiques afin de rendre viables les financements de petite taille généralement jugés coûteux à gérer.

R.I.

## POINT-MARCHÉS

## Hausse en vue en Europe avec l'espoir d'un accord de paix en Iran

Les principales Bourses européennes sont attendues en hausse ce lundi avec la perspective d'un accord de paix imminent entre les Etats-Unis et l'Iran, ce qui fait fortement reculer le dollar et les cours pétroliers.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait gagner 0,77% à l'ouverture. Le Dax à Francfort pourrait avancer de 0,75%. La Bourse de Londres est fermée pour un jour férié.

L'indice EuroStoxx 50 est attendu en progression de 0,93% et le Stoxx 600 en hausse de 0,77%.

La géopolitique continue de dominer l'attention et l'appétit pour le risque devrait être privilégiée ce lundi. Un représentant américain de haut rang a déclaré que Téhéran avait accepté "le principe" d'une réouverture du détroit d'Ormuz en échange de la levée du blocus maritime américain. L'Iran a aussi accepté de remettre son stock d'uranium hautement enrichi, a-t-il dit, ajoutant que le guide suprême iranien Mojtaba Khamenei semblait avoir approuvé les grandes lignes d'un accord. Le président américain Donald Trump a cependant déclaré par la suite qu'il n'y avait pas d'urgence à conclure un accord avec l'Iran.

Les marchés financiers veulent néanmoins croire à la perspective d'un accord, en témoigne le reflux des cours pétroliers sous la barre des 100 dollars. Pour Chris Weston, directeur d'études chez Pepperstone, les marchés se concentrent davantage sur les gros titres et non sur le calendrier d'un règlement du conflit.

"Le ton a toujours été tourné vers une forme de résolution (...) Nous sommes devenus très patients quant à l'échéance de cette résolution", a-t-il déclaré.

Célébration de la Pentecôte oblige, la séance de ce lundi devrait par ailleurs être marquée par de faibles volumes d'échanges en l'absence de nombreux opérateurs. Les marchés sont notamment fermés en Suisse, en Belgique, en Grande-Bretagne, au Danemark, en Bulgarie, en Island, aux Etats-Unis, en Chine, ou encore en Corée du Sud.

La séance du jour ne comporte par ailleurs aucun indicateur économique majeur, tandis que côté entreprises, hormis la présentation par Ferrari de son premier modèle électrique, rien n'est prévu à l'agenda.

Il faudra attendre jeudi et vendredi la publication des indicateurs d'inflation

aux Etats-Unis et dans plusieurs pays européens pour disposer d'éléments macroéconomiques de première importance alors que la Banque centrale européenne (BCE) et le Réserve fédérale américaine (Fed) se réunissent le mois prochain. Un relèvement des taux de la BCE est donné pratiquement acquis pour le mois de juin, tandis que ceux de la Fed sont attendus en janvier 2027.

**A Wall Street**

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, les marchés saluant des signes de progrès dans les négociations entre l'Iran et les Etats-Unis ainsi que des résultats trimestriels robustes. L'indice Dow Jones a gagné 0,58%, ou 294,04 points, à 50.579,70 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 27,75 points, soit 0,37% à 7.473,47 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 50,87 points, soit 0,19% à 26.343,97 points.

**En Asie**

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a avancé de 2,87% à 65.158,19 points, franchissant pour la première fois la barre des 65.000 points, l'optimisme quant à un accord visant à mettre fin à la guerre en Iran ayant stimulé la demande d'actifs risqués. Le Topix, plus large, a pris 1,29% à 3.942,57 points. L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) gagne 1%.

Les marchés actions sont fermés en Chine continentale et en Corée du Sud pour un jour férié.

Les valeurs à suivre en Europe: L'action Delivery Hero est attendue en hausse de 5,7% à l'ouverture lundi après la confirmation par le groupe allemand d'une offre de rachat de la part d'Uber.

**Pétrole**

Le marché pétrolier est en fort repli lundi, tombant à un plus bas de deux semaines, alors que l'optimisme se renforce quant au rapprochement des Etats-Unis et de l'Iran vers un accord de paix, même s'ils restent des sujets clés à régler, comme le blocage de facto du détroit d'Ormuz.

Le Brent reflue de 5,28% à 98,09 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) décline de 5,56% à 91,21 dollars.

**Changes**

Le dollar recule lundi de 0,25% face à un panier de devises de référence. Le billet vert est tombé à un creux d'une semaine alors que l'espoir d'un accord pour rouvrir le détroit d'Ormuz a fait chuter les prix du pétrole, même si les Etats-Unis ont minimisé les chances de parvenir bientôt à un accord avec l'Iran. L'euro avance de 0,34%, à 1,1642 dollar, tandis que la livre sterling s'échange à

1,3485 dollar (+0,42%).

**Taux**

Le rendement du Bund allemand à dix ans cède environ cinq points de base, à 2,988%, contre 3,035% vendredi en clôture. Les deux ans, plus sensible aux fluctuations sur les coûts d'emprunt, recule de 6,2 points, à 2,577%, après avoir fini vendredi à 2,64%. Les marchés obligataires américains sont fermés ce lundi. Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans avait fini vendredi à 4,572% et le deux ans à 4,127%.

Agence

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 25 Mai 2026  
Valeur : 01 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.1275	133.1425
1	EUR EURO	154.8406	154.8980
1	GBP POUND STERLING	179.3929	179.4857
100	JPY JAPANESE YEN	83.7333	83.7480
1	CNY CHINESE YUAN	19.6220	19.6265
1	CHF SWISS FRANC	170.1745	170.2590
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.3366	96.3823
1	DKK DANISH KRONE	20.7264	20.7319
1	SEK SWEDISH KRONA	14.2951	14.2992
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.3793	14.3838
1	AED UAE DIRHAM	36.2409	36.2589
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4770	35.4838
1	KWD KUWAITI DINAR	433.9228	434.1131
1	TND TUNISIAN DINAR	45.1929	45.6471
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4171	14.4187
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8827	21.0001
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3391	3.3495
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.9122	181.9122

## PORTÉ PAR L'OPTIMISME SUSCITÉ PAR LES NÉGOCIATIONS SUR L'IRAN

## Le Nikkei japonais franchit pour la première fois la barre des 65 000 points

L'indice Nikkei a franchi pour la première fois lundi la barre des 65 000 points, l'optimisme quant à un accord visant à mettre fin à la guerre en Iran ayant stimulé la demande d'actifs risqués. L'indice de référence Nikkei 225 .N225 a progressé de 3,12% à 65 316,79 points et a atteint un record intrajournalier historique de 65 408,57 points. L'indice Topix .TOPX, plus large, a grimpé de 1,39% à 3 946,67 points. La dépendance du Japon vis-à-vis des importations d'énergie a rendu

son économie vulnérable à la flambée des prix du pétrole provoquée par le conflit qui oppose depuis près de trois mois les Etats-Unis, Israël et l'Iran.

Le président américain Donald Trump a déclaré ce week-end que Washington et l'Iran avaient "largement négocié" un protocole d'accord sur un accord de paix qui rouvrirait la voie maritime du détroit d'Ormuz au transport de pétrole. Il a ensuite déclaré avoir demandé à ses représentants de ne pas se précipiter pour conclure un accord.

Cette nouvelle a entraîné une baisse des cours du pétrole ainsi qu'une hausse des obligations d'Etat japonaises et du yen, renforçant les signes d'une amélioration du sentiment de risque, a déclaré Maki Sawada, stratège en actions chez Nomura Securities.

"Même si un accord est conclu, des incertitudes subsistent quant à son respect, car le gouvernement iranien n'est peut-être pas unanime sur la question", a déclaré Sawada. "La barre des 65 000 points est un seuil psychologique

important; atteindre ce niveau a donc suscité une certaine prudence et une pression à la vente dans une fourchette de prix aussi élevée."

L'indice Nikkei comptait 144 titres en hausse contre 79 en baisse. Les actions liées au secteur en pleine effervescence de l'IA, qui est vulnérable aux prix du pétrole en raison des coûts énergétiques considérables liés au calcul, figuraient parmi les plus fortes hausses. Lasertec 6920.T, un fabricant d'équipements d'inspection

de semi-conducteurs, et Fujikura 5803.T, un producteur de câbles et de fibres optiques, ont tous deux bondi de plus de 11%. Les plus fortes baisses ont été enregistrées par Archion 543A.T, en recul de 4,8%, suivi du distributeur en ligne Rakuten Group 4755.T, en baisse de 4,4%, et de la société d'exploration pétrolière Inpex 1605.T, qui a chuté de 3,9%.

R.I.

## ESPAGNE

# La demande intérieure devrait continuer de soutenir la croissance

L'économie espagnole est engagée dans un cycle long favorable, marqué par une croissance élevée, soutenue par la demande intérieure. En 2026, la surperformance par rapport à la zone euro se maintiendrait, mais la croissance ralentirait, pénalisée par l'affaiblissement de ses soutiens structurels (main-d'œuvre disponible), le manque de relais (faible productivité) et le choc inflationniste.

Elle atteindrait 2,3% en 2026 (révisée à la baisse de 0,2pp). L'inflation accélérerait à 3,3% (révisée à la hausse de 1pp) et pèserait sur le pouvoir d'achat des ménages. Les finances publiques auraient la capacité de modérer cet impact, sans remettre en cause la trajectoire de réduction du ratio de dette publique.

## Croissance : une dynamique qui devrait rester solide

La croissance du PIB espagnol a dépassé celle de la zone euro pour la cinquième année consécutive en 2025 (+2,8% contre +1,5%, +1,8pp d'écart en moyenne sur les 5 ans). Elle devrait toutefois ralentir en 2026. Ce ralentissement tient en partie à

des facteurs structurels : la croissance repose largement sur les créations d'emplois, qui devraient diminuer à mesure que le plein emploi se rapproche, alors que la productivité ne prend pas le relais (voir plus bas).

## Croissance et inflation

L'Espagne est exposée aux conséquences du conflit au Moyen-Orient, bien que moins que d'autres pays.

Son mix énergétique est, notamment, plus favorable : le gaz ne représente qu'environ 21% de celui-ci (contre 39,8% en Italie, 27,5% en Allemagne, et 12,1% en France), tandis que la part des énergies renouvelables dépasse 58% dans la production

d'électricité. L'industrie pèse également nettement moins dans l'activité (15% de la valeur ajoutée espagnole, contre 23% en Allemagne et 19% en Italie et 14% en France), ce qui limite de fait cette exposition. En revanche, la hausse des prix du pétrole pèsera, comme ailleurs, sur le pouvoir d'achat des ménages, alors que l'inflation est déjà supérieure à la moyenne européenne.

La conjoncture reste toutefois relativement favorable, avec des PMI composite et services en zone d'expansion depuis près de deux ans et demi. Le PMI manufacturier est, en parallèle, à 50 ou en deçà depuis décembre (48,7 en mars).

Agence

## ROYAUME-UNI

## L'activité recule en mai, une première en plus d'un an

L'activité du secteur privé a reculé en mai pour la première fois depuis avril 2025, freinée par la guerre au Moyen-Orient, mais aussi par la crise politique au sommet de l'exécutif, selon l'indice PMI Flash publié jeudi par S&P Global. L'indice composite, calculé sur la base de sondages auprès d'entreprises, est tombé à 48,5 points en mai contre 52,6 en avril, son niveau le plus bas depuis 13 mois.

Un indice situé sous la barre des 50 points signale une baisse de l'activité. Au-dessus de ce seuil, il reflète une expansion. Le recul est plus marqué dans le secteur des services, où les entreprises ont constaté "la plus forte baisse de l'activité commerciale depuis janvier 2021". Pour ce secteur, "hors période de pandémie, il s'agit du niveau le plus faible depuis près de dix ans (juillet 2016)", est-il souli-

gné dans le communiqué. "La responsabilité incombe avant tout à la guerre au Moyen-Orient, même si les entreprises relèvent également que la politique intérieure pèse de plus en plus lourd, accentuant l'incertitude et, ce faisant, freinant les dépenses, les embauches et l'investissement", résume Chris Williamson, chef économiste chez S&P Global, dans un communiqué.

Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, très impopulaire, est aujourd'hui très affaibli par la défaite de son parti aux élections locales du 7 mai, et ses rivaux travaillistes ont enclenché des manœuvres pour lui succéder. "La situation pourrait bien se détériorer", ajoute M. Williamson, qui anticipe "une nette remontée de l'inflation dans les mois à venir".

R.I.

## INDE

## Le gouvernement relève encore les prix du carburant

La guerre au Moyen-Orient contraint les compagnies publiques à augmenter les prix du carburant en Inde, où les autorités ont appelé à limiter la consommation. Les compagnies pétrolières publiques indiennes ont de nouveau relevé lundi les prix de l'essence et du diesel, pour la quatrième fois en dix jours, alors que les perturbations de l'approvisionnement énergétique dues à la guerre au Moyen-Orient accentuent la pression sur l'économie. Les tarifs des carburants varient à travers le pays, mais leurs prix ont été globalement augmentés d'un peu plus de deux roupies (0,02 euro) après le dernier ajustement. À New Delhi, le prix du litre d'essence est passé de 99,5 rou-

pies à 102,12 roupies (0,92 euro), tandis que celui du diesel s'établit désormais à 95,20 roupies (0,86 euro). Au total, les prix des carburants automobiles n'ont toutefois augmenté que de 5% depuis le déclenchement fin février du conflit, qui a entraîné un quasi-blocage par l'Iran du détroit d'Ormuz, passage stratégique pour les hydrocarbures. En comparaison, le prix d'un litre de gazole a grimpé de plus de 20% en France. L'Inde, troisième importateur mondial de pétrole, se procure habituellement environ la moitié de son pétrole par le détroit d'Ormuz. Le Premier ministre Narendra Modi avait exhorté le 10 mai les Indiens à réduire leur consumma-

tion d'essence et de diesel, en raison des perturbations d'approvisionnement dues à la guerre au Moyen-Orient. Il avait ajouté qu'une baisse de la consommation de carburants était également nécessaire pour économiser les devises étrangères dépensées pour importer les hydrocarbures. Le ministre du Pétrole et du Gaz naturel, Hardeep Singh Puri, a déclaré ce mois-ci que les sociétés commercialisant du pétrole avaient vu leurs revenus chuter (des pertes allant jusqu'à 120 millions de dollars par jour) tout en assurant un approvisionnement et des importations d'énergie "sans interruption".

R I/Agence

## PRÉVISIONS DE L'UE

## Le PIB italien devrait croître de 0,5 % en 2026 et de 0,6 % en 2027

Le taux de chômage en Italie devrait baisser à 5,7 % en 2026 et se maintenir au même niveau en 2027, après avoir atteint 6,1 % en 2025. Le PIB italien devrait croître de 0,5 % en 2026 et de 0,6 % en 2027, selon les prévisions économiques de printemps de la Commission européenne, publiées aujourd'hui. La croissance restera soutenue par les investissements liés au Plan national de relance et de résilience (PNRR), mais sera freinée par le ralentissement de la consommation, la perte de pouvoir d'achat et la contribution négative des exportations nettes. L'investissement fixe brut augmentera de

1,7 % en 2026 et de 0,7 % en 2027, tandis que les exportations progresseront de 0,5 % cette année et de 1,9 % l'année prochaine. L'inflation en Italie atteindra 3,2 % en 2026, avant de redescendre à 1,8 % en 2027. Cette hausse sera principalement due à l'augmentation des prix de l'énergie suite à la crise du Moyen-Orient, dont les coûts supplémentaires se répercuteront rapidement sur les biens et services. La normalisation attendue des prix de l'énergie devrait ramener l'inflation sous la barre des 2 % en 2027, même si les prix des produits alimentaires et des services resteront élevés.

Le taux de chômage en Italie devrait baisser à 5,7 % en 2026 et se maintenir à ce niveau en 2027, après avoir atteint 6,1 % en 2025. Cependant, la Commission prévoit une croissance modeste de l'emploi, de l'ordre de 0,2 %, pour ces deux années, en raison d'une demande de main-d'œuvre plus faible et d'une population en âge de travailler en baisse. La croissance de la rémunération par salarié devrait s'établir à 2,7 % en 2026 et 2027, tandis que la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre devrait ralentir à 2,4 % cette année et à 2,3 % l'année prochaine.

R I.

## MALGRÉ LES PROBLÈMES D'APPROVISIONNEMENT EN PÉTROLE

### Singapour affiche une croissance de 6% au premier trimestre

L'activité et soutenue par une forte demande en puces pour intelligence artificielle, compensant ainsi les répercussions de la guerre au Moyen-Orient.

Singapour a enregistré une croissance économique de 6% au premier trimestre sur un an, portée par une forte demande en puces pour intelligence artificielle (IA), compensant ainsi les répercussions de la guerre au Moyen-Orient, a annoncé le gouvernement lundi.

En raison de cette croissance "meilleure que prévue", le ministère du Commerce maintient ses prévisions de croissance économique entre 2,0% et 4,0% pour l'ensemble de l'exercice 2026.

Perturbations La croissance au premier trimestre, qui fait suite à une croissance de 5,7% au dernier trimestre 2025, a été tirée notamment par les solides performances des secteurs du commerce de gros, de la finance et de l'assurance, a indiqué le ministère dans un communiqué.

La fermeture du détroit d'Ormuz a entraîné une perturbation des approvisionnements en pétrole et autres ressources telles que les engrais et l'aluminium, provoquant une flambée des prix, ce qui a fait grimper l'inflation et freiné la consommation. Les secteurs liés au raffinage pétrolier ont été affectés négativement.

Mais "la demande liée à l'IA est restée robuste et devrait continuer à soutenir la croissance des économies régionales tout au long de l'année", a encore estimé le ministère du Commerce.

Agence

## ALLEMAGNE

## La croissance tirée par les exportations au 1er trimestre

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne a augmenté de 0,3% au 1er trimestre 2026 par rapport au 4e trimestre 2025, selon les données ajustées des variations de prix ainsi que des effets saisonniers et calendaires publiées par Destatis, qui confirme ainsi en 2e lecture son estimation préliminaire du 30 avril dernier.

"À la suite de la légère augmentation enregistrée vers la fin de 2025, l'économie allemande a également commencé 2026 en territoire positif", salue Ruth Brand, présidente de l'Office fédéral de statistiques, qui souligne en particulier une forte contribution des exportations.

Les exportations totales de biens et services de l'Allemagne ont en effet grimpé de 3,3%, soutenues notamment par les produits chimiques, pharmaceutiques et métallurgiques, alors que les importations totales n'ont augmenté que légèrement (0,1%) au début de 2026.

Du côté de la demande intérieure, les dépenses de consommation finale se sont accrues de 0,4% sur les trois premiers mois de 2026, tirées par celles des administrations publiques (1,1%), tandis que celles des ménages n'ont pas dépassé le niveau du trimestre précédent.

En revanche, la formation brute de capital fixe a diminué significativement (-1,5%), sous l'effet à la fois du recul des machines et équipements (-1,2%) et surtout de la construction (-2,5%), pénalisée par les conditions climatiques froides de janvier et février, qui ont ralenti les travaux.

Agence

# Cette technologie promet de refroidir les data centers (presque) sans gaspillage d'énergie

Des ingénieurs de l'université de l'Illinois ont fabriqué une plaque de refroidissement en cuivre quasi pur, déposée couche par couche. Sur des transistors de puissance, ils ont mesuré une résistance thermique jusqu'à 32 % plus basse. D'après leur calcul, avec une telle plaque, un centre de données ne dépenserait plus que 1,1 % de son électricité au refroidissement.

Il fait tellement chaud ce week-end qu'on dirait que la France est branchée sur un data center d'IA. Dans un centre de données refroidi par air, près de la moitié de l'électricité part non pas dans le calcul, mais dans la dissipation et les annexes. Behnood Bazmi est doctorant en génie mécanique à l'université de l'Illinois à Urbana-Champaign. Avec ses collègues, il a conçu et fabriqué une pièce qui pourrait bien lutter efficacement contre ce gaspillage. Cette pièce, une « cold plate », ressemble à une plaque métallique. On la pose directement sur la puce, puis on y fait passer un liquide caloporteur. Au contact de la puce, ce liquide se charge de chaleur, avant de repartir l'évacuer plus loin. En comparaison à des puces de référence, les chercheurs ont relevé une résistance thermique jusqu'à 32 % plus basse. Ils viennent de publier leurs résultats dans la revue Cell Reports Physical Science.

## Mieux refroidir, mais avec une pompe plus gourmande

Les chercheurs ont comparé leur plaque à des ailettes carrées classiques. À débit de liquide égal, la puce chauffe moins sous leur plaque. La résistance thermique, c'est-à-dire la difficulté de la chaleur à s'évacuer, baisse alors de 32 %. La forme dentelée a pourtant un défaut. Le liquide se faufile mal entre les pointes serrées. C'est ce qu'on appelle la perte de charge. Et un liquide difficile à pousser oblige à une pompe plus puissante, qui consomme plus d'électricité. Ils ont donc dû se méfier de leur propre mesure. À débit égal, la plaque qui refroidit le mieux semble la plus efficace, alors que sa pompe consomme davantage. Ils ont alors réglé toutes les plaques sur la même puissance de pompe, puis ils ont regardé laquelle refroidissait le plus. Du coup, leur plaque



ne garde plus que 4 à 6 % d'avance sur les ailettes de 2 millimètres, et 13 à 14 % sur celles de 1,5 millimètre. Les 68 % souvent cités dans leurs résultats proviennent d'un autre calcul. Là, les chercheurs maintiennent la même température de puce, puis ils comparent l'électricité consommée par la pompe dans chaque cas. Un même dispositif donne ainsi des écarts très différents selon ce qu'on mesure.

Les chercheurs voient le vrai intérêt à l'échelle du bâtiment, car une chaleur évacuée plus chaude épuise moins la grosse installation de refroidissement posée dehors. À l'échelle d'un pays, l'addition se chiffre en térawattheures. Aux États-Unis, les data centers consommaient 176 térawattheures en 2023, contre 60 dix ans plus tôt, et pourraient en avoir besoin jusqu'à 12 % du réseau national d'ici 2028. En France, la consommation électrique des centres de données a bondi de 38 % en trois ans, portée par des installations toujours plus grandes. Un rack dédié à l'IA pourrait atteindre 1 mégawatt d'ici 2030, contre 30 à 50

kilowatts pour un rack ordinaire. D'après les chercheurs, les puces d'un rack de 167 kilowatts resteraient à 85 °C avec seulement 1,1 % de l'électricité consacrée au refroidissement, là où l'air en englutit plus de la moitié.

## Un cuivre déposé à froid, dans un bain réutilisable

Pour dessiner les ailettes, les chercheurs ont laissé un algorithme travailler à leur place. Avec une méthode appelée optimisation topologique, ils partent d'une simple ailette carrée. À chaque essai, ils laissent le calcul retoucher la géométrie, puis ils en mesurent le rendement. Au bout d'une soixantaine d'essais, ils obtiennent une forme effilée, ramifiée à sa pointe, plus large là où le liquide doit circuler.

Il ne restait plus qu'à fabriquer ces pointes, certaines plus fines qu'un dixième de millimètre. Une telle finesse est impossible à obtenir avec un outil d'usinage classique. C'est la même chose avec une imprimante 3D métallique courante, car elle fait fondre une

poudre, et le cuivre supporte mal cette chaleur du fait de sa conductivité et de son oxydation rapide. Les chercheurs ont donc choisi un autre procédé, l'ECAM, pour electrochemical additive manufacturing, mis au point par Fabric8Labs, une entreprise de San Diego. Ici, pas de fusion. Les ingénieurs plongent le support en cuivre dans un bain d'eau chargé en ions de cuivre. Juste au-dessus, ils placent une tête d'impression couverte de millions de micro-électrodes, qui activent des zones précises. Sous l'effet du courant, les ions du cuivre viennent se déposer atome par atome sur le support, couche après couche. De cette façon, les chercheurs descendent à une finesse d'environ 33 micromètres et obtiennent un cuivre pur à 99,95 %, excellent conducteur de chaleur. Ce procédé présente deux avantages. D'abord, tout se passe à température ambiante, si bien que les ingénieurs peuvent travailler même sur des matériaux fragiles comme les semi-conducteurs, alors que la fusion les abîmerait. Ensuite, ils réutilisent le bain en le rechargeant avec des sels métalliques bon marché, du cuivre de récupération ou des pièces ratées.

Les chercheurs ont testé leur plaque sur du matériel réel, quatre transistors de puissance en nitrure de gallium posés sur une carte, dans une zone de 20 sur 20 millimètres. Une vraie puce de data center mesure pourtant des dizaines de centimètres carrés, bien plus que ces transistors. À cette taille, le liquide se répartit mal entre les nombreux canaux et laisse apparaître des points chauds là où le débit faiblit. Ce prototype est donc encore loin d'être installé dans un data center.

À noter cependant, et comme le précisent les auteurs, six d'entre eux travaillent chez Fabric8Labs et possèdent des parts de l'entreprise, qui vend justement le procédé ECAM.

## TSMC : vers une menace de grève, comme chez Samsung ?

Le géant taïwanais TSMC est un des grands gagnants de la folie autour de l'intelligence artificielle actuelle. Mais il pourrait être aussi au bord d'une crise interne compliquée. Comme le dit le fameux adage, lors des ruées vers l'or, ce sont les marchands de pelle qui font fortune. C'est ainsi le cas dans le secteur de l'intelligence artificielle, où ce sont le concepteur de GPU NVIDIA et le fondeur de puces TSMC qui semblent tirer le plus de bénéfices de cette nouvelle course. Pourtant, malgré les gains évidemment engrangés par le groupe taïwanais, si important par ailleurs pour le destin de l'île, il semble qu'il y a aussi des problèmes dans le fonctionnement, qui pourraient le faire exploser.



Des rumeurs de primes réduites enflamment les esprits chez TSMC

C'est la rumeur qui pourrait faire mal. Les employés de TSMC sont, ces derniers jours, de plus en plus

nombreux à partager leur colère dans des groupes Facebook liés à TSMC. La rumeur d'une réduction des primes de mai fusent en effet en ce moment au sein de la firme. Une décision potentielle dont la cause n'a pas encore été divulguée selon les employés. Les hypothèses vont de contraintes plus grandes à cause de nouvelles charges due au développement à l'international (notamment aux États-Unis) à l'augmentation des dépenses d'investissement, jusqu'à une potentielle priorité donnée aux actionnaires et à la hausse des rendements.

### L'exemple Samsung en ligne de mire ?

Autant dire que dans les groupes Facebook, dont les échanges sont notamment relatés par l'organisme

taïwanais SemiVision, on n'est pas content, et certains cherchent déjà à faire pression sur la direction. L'exemple de Samsung a ainsi été plusieurs fois évoqué pour répondre à cette éventuelle baisse des primes - en plein milieu d'une période faste pour TSMC. Pour rappel, au mois d'avril dernier, les employés de Samsung avaient menacé la direction d'une grève de 18 jours en mai si elle ne s'alignait pas sur les rémunérations exceptionnelles de concurrents comme SK Hynix, alors que ces entreprises enregistrent des résultats incroyables grâce à la pénurie de RAM. Finalement, les employés ont plus ou moins obtenu gain de cause, et la menace de grève a été suspendue. Le scénario va-t-il se répéter un peu plus au sud, à Taïwan cette fois ?

# La prochaine 2CV sera produite... à l'étranger !

Lorsqu'un groupe automobile est dans la tourmente serait-il obligé de miser sur le néo-rétro et plus précisément sur le retour d'une icône du passé ? Il y'a 5 ans lors de sa Renaultion, la marque au losange ouvrait les hostilités avec la R5. Lors de l'annonce de son plan stratégique, Stellantis a déclaré vouloir ressusciter la Citroën 2CV pour 2028 photo teaser à l'appui. Serait-ce la recette miracle ?

Pour concevoir leurs citadines électriques les constructeurs automobiles sont-ils obligés de verser dans la nostalgie ? De ressortir de leur chapeau des aïeules, "iconiques" dans leur verbiage marketing, telle une recette miracle ? C'est ce que semble promettre Citroën qui dans la foulée des Renault 4, R5 et autre Twingo en exhumant une future 2CV attendue en 2028. Prenons garde de ne pas nous emballer car dans les faits la future petite citadine électrique à moins de 15 000 € ne sera qu'une évocation de la célèbre "Deux pattes" qui fut au catalogue de la marque aux chevrons de 1948 à 1990.

## Une présence indispensable sur le segment A pour Stellantis

Laissé en déshérence, le segment A des petites berlines citadines qui était pourtant florissant dans les années 1990 reprend progressivement des couleurs sous l'impulsion notamment de la Renault Twingo qui dès ce printemps sera la locomotive du marché. Dans sa roue sont attendues les VW ID.1 et les Kia EV1. Stellantis est sur la touche pour l'instant mais le géant vient d'annoncer qu'il avait un projet - baptisé E-Car - dans ses cartons avec lequel il fera d'une pierre trois coups. Car selon nos informations, trois véhicules en profiteront. Il ne s'agira pas de la triplette Citroën Peugeot Toyota avec les

C1, 107 puis 108 et Aygo - comme ce fut le cas de 2005 à 2022 - mais cela concernera cette fois les marques Citroën, Fiat et Opel. En effet, dans la galaxie Stellantis toutes trois ont désormais pour mission de proposer des produits d'entrée de gamme abordables - ciblant chacune leur marché national - avec plus ou moins l'ambition de contrecarrer les plans de Dacia.

## Une nouvelle Citroën 2CV, oui mais produite en Italie !

Citroën ouvrira le bal en dévoilant, au Mondial de l'Auto à Paris, cet automne, un concept car de sa future petite citadine. Stellantis a officialisé l'arrivée des nouvelles venues à l'horizon 2028 et a habilement publié un teaser de l'auto. Les E-Car seront produites en Italie sur le site industriel de Pomigliano d'Arco près de Naples. Conçu dès la fin des années 1960, ce site fut mis en service en 1972 pour la production de l'Alfasud et produit actuellement l'Alfa Romeo Tonale et son cousin américain Dodge Hornet et surtout depuis 2011, la Fiat Panda de troisième génération, devenue Pandina depuis l'arrivée dans la gamme de la grande sœur Fiat Grande Panda.

La remplaçante de la Panda est annoncée pour 2030, elle fera partie du projet E-Car. Enfin, chez Opel les aïeules, bien évi-



demment plus récentes que les 2CV et la Panda première du nom, lancée en 1980, ne manquent pas non plus, les Agila, Adam et Karl seront peut-être des sources d'inspiration.

## Une base chinoise ou italienne pour la future 2CV ?

Contrairement à certaines rumeurs laissant entendre que les trois futures E-Car bénéficieraient de la base technique chi-

noise de la Leapmotor T03, la citadine électrique pourtant du bon format avec 3,62 m de long, le trio reposera plutôt sur un soubassement italien étroitement dérivé de celui de l'actuelle Panda née en 2011. Une base technique qui sera modernisée juste ce qu'il faut mais qui est déjà très largement amortie. Pour mémoire, la Fiat Pandina affiche un gabarit de 3,65 m et ne ferme pas la porte à l'hybridation. Contrairement à la base de la T03 qui est 100% électrique.

## La Ford Fiesta RS bientôt de retour avec des gènes Alpine ?



### Retour du badge ST ou RS ?

La Renault 5 n'est pas seulement dérivée en Nissan Micra, mais aussi en Alpine A290 sportive. Cette dernière pourrait servir de base à une version sportive, qui pourrait être estampillée ST ou même RS. La version GTS de l'A290 développe 220 ch, de sorte que la Fiesta ST/RS serait suffisamment armée pour affronter des voitures électriques comme la Cupra Raval VZ, la Vauxhall Corsa GSE ou la VW ID. Polo GTI.

### L'un des cinq nouveaux modèles (Focus ?)

Pour donner un nouveau souffle à sa gamme européenne de véhicules électriques, Ford a annoncé cinq nouveaux modèles. L'un de ces cinq modèles attendus d'ici 2029 est donc une compacte du segment B qui porterait le nom de Fiesta. Il est également question d'un crossover basé sur la Renault 4, qui pourrait s'appeler Focus. Et de plus grands modèles de SUV, qui pourraient recycler la base technique de l'Alpine A390. Le tout avec pour objectif principal les économies d'échelle, afin de faire baisser les coûts.

Si la nouvelle Ford Fiesta se base sur la Renault 5, rien n'interdit de rêver à une version RS basée sur l'Alpine A290.

Ford veut à nouveau faire la différence avec des voitures à conduite amusante. Et cela inclut même des références au rallye, puisque ces futurs modèles devraient se sentir à l'aise sur les cols alpins étroits, sur les pistes inté-

rieures sinueuses et sur les routes de campagne parsemées de pavés glissants. Et ces projets pourraient bien déboucher sur une nouvelle Ford Fiesta RS....

### Retour de la Fiesta

Pour ses modèles électriques, la Capri et l'Explorer, Ford s'est associé à Volkswagen. Toutefois, pour ses futures voitures

électriques de plus petit format, le constructeur américain compte sur la technologie Renault. En effet, la R5 sert de base à une nouvelle voiture du segment B qui annoncerait le retour de la Fiesta. Contrairement à Nissan avec la Micra, Ford conçoit sa propre carrosserie et son propre intérieur, et la suspension de la nouvelle Fiesta est également réglée par ses soins.

## Ducati se lance dans l'enduro avec une moto homologuée route



Après avoir fait une incursion dans le monde du motocross avec la Desmo450 MX, Ducati passe à l'étape supérieure avec la Desmo450 EDS. Révélée lors du dernier salon EICMA de Milan fin 2025, la toute première vraie moto d'enduro Ducati s'apprête à poser ses crampons sur le marché moto. Une déclinaison enduro, et surtout homologuée pour la route, de sa première moto off-road, la Desmo450 MX. Au cœur de la moto on retrouvera donc le moteur monocylindre de 449,6 cm<sup>3</sup> à distribution Desmodromique. Un bloc qui, sur la moto de cross Ducati, offre une puissance maximale de 63,5 chevaux à 9 400 tr/min, avec un couple maximal de 53,5 Nm à 7 500 tr/min et un régime maximal réglé à 11 900 tr/min. Une cylindrée qui pourrait même permettre à la future Ducati d'être alignée sur les épreuves de rallye-raid telles que le Dakar.

### Les enduristes en révalent, Ducati l'a fait

L'électronique de pointe Ducati devrait aussi être de la partie. Pour rappel, la Desmo450 MX est équipée d'un système de contrôle de traction capable de détecter précisément le patinage (une première mondiale) réel de la roue arrière. Il identifie les phases de pilotage où il ne doit pas s'activer afin de ne pas limiter les performances de la moto. Ce Ducati Traction Control de la Desmo450 MX peut aussi être désactivé instantanément par le pilote lorsque cela est nécessaire, avant de se réactiver automatiquement peu après.



## ACCIDENTS DE LA ROUTE

### 8 morts et 296 blessés durant les dernières 24 heures

Huit (8) personnes sont décédées et 296 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique lundi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bordj Bou Arréridj, avec un mort et 3 blessés, suite à une collision entre deux véhicules légers, au niveau de l'autoroute Est-Ouest, dans la daïra de Mansoura, précise la même source.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco



Mardi 26 mai 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

## AÏD EL-ADHA

### Tebboune reçoit les vœux de sa Majesté le Sultan d'Oman

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, un appel téléphonique de son frère, sa Majesté Haitham ben Tariq, Sultan d'Oman, pays frère, qui lui a adressé, ainsi qu'au peuple algérien, ses vœux à l'occasion de l'Aïd El-Adha.

A son tour, le président de la République a adressé ses vœux à son frère, sa Majesté le Sultan Haitham ben Tariq, ainsi qu'au peuple omanais frère, à l'occasion de l'Aïd El-Adha, souhaitant au Sultanat d'Oman davantage de prospérité et de bien-être.

Les dirigeants des deux pays ont également saisi cette occasion pour échanger les vues sur les développements de la situation dans la région, le président de la République ayant souhaité au peuple omanais frère sécurité et quiétude durables, à la lumière des développements au Moyen-Orient.

## JUMELAGE INTER-HÔPITAUX

### Plus de 140 consultations et 190 interventions chirurgicales menées à Touggourt

Plus de 140 consultations médicales et 190 interventions chirurgicales spécialisées ont été effectuées, durant le mois de mai courant au niveau de l'établissement public hospitalier "Lakhdari Mohamed Lakhdar" à Touggourt, dans le cadre du jumelage inter-hôpitaux, a-t-on appris lundi des responsables de l'EPH.

Ces jumelages ont donné lieu à plus de 140 consultations en néphrologie, 185 interventions chirurgicales en amygdalotomie (ablation des amygdales), en sus de cinq autres opérations délicates de pose d'implants cochléaires à des enfants malentendants. Ces actions de jumelage périodiques entre les établissements hospitaliers de Touggourt et des structures hospitalières d'autres wilayas permettent de rapprocher les prestations médicales spécialisées des citoyens et leur épargner les déplacements hors wilayas pour leurs soins.

Au volet académique, elles permettent de contribuer à l'enrichissement, à travers des formations multidisciplinaires, des connaissances médicales des corps médical et paramédical exerçant dans la région.

APS

## ANP

### Reddition de deux terroristes aux autorités militaires d'In Guezzam

Deux terroristes se sont rendus aux autorités militaires d'In Guezzam en 6<sup>e</sup> Région militaire, alors que six éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période allant du 13 au 24 mai, indique, lundi, un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 13 au 24 mai 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, les deux terroristes dénommés H.H dit +Mohamed+ et H.M alias +Hammadi+, se sont rendus aux auto-

rités militaires d'In Guezzam en 6<sup>e</sup> Région militaire, en leur possession 2 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que des détachements de l'ANP ont arrêté 6 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national".

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotraffic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, 84 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 9 quintaux et 48 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 2 kilogrammes de cocaïne et 1.349.196 comprimés psychotropes ont été saisis, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires", ajoute le communiqué.

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et In Salah, "des détachements de l'Armée nationale populaire ont ar-

rêté 592 individus et saisi 41 véhicules, 419 groupes électrogènes, 295 marteaux-piqueurs, des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite", note la même source, relevant que "de même, 16 autres individus ont été appréhendés et 3 pistolets mitrailleurs, 3 fusils de chasse, 25.070 litres de carburants, 57 quintaux de tabacs et 63 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes".

Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 176 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 544 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l'ANP.

APS

## MÉTÉOROLOGIE

### Un record de chaleur pour le mois de mai enregistré au Royaume-Uni

La journée de mai la plus chaude de l'histoire a été enregistrée au Royaume-Uni, a indiqué lundi le service météorologique du royaume, qui a précisé que l'air à l'aéroport londonien de Heathrow s'est réchauffé jusqu'à 33,5 C.

Le précédent record avait été établi le 29 mai 1944, lorsque le thermomètre était monté à 32,9 C dans Regent's Park à Londres et dans deux autres endroits en

Angleterre. Les météorologistes avertissent que "la hausse des températures ne s'arrêtera probablement pas aujourd'hui, et n'excluent pas qu'elle atteigne 35 C dans le comté de Lincolnshire, dans le nord de l'Angleterre, ainsi que dans la capitale britannique". Une chaleur similaire est attendue le 26 mai, après quoi les températures baisseront légèrement, mais resteront tout de même autour de

30 C jusqu'à la fin de la semaine. Le Royaume-Uni est aujourd'hui en congé en raison de la fête de printemps. De nombreuses personnes fuient la chaleur dans les parcs ou se rendent à la mer. Cependant, le service météorologique du royaume conseille d'être très prudent, car l'eau de la mer du Nord ne s'est pas réchauffée jusqu'à atteindre des valeurs estivales, déjà assez modestes. Ainsi, la température de l'eau au

large des côtes écossaises le 25 mai ne dépasse pas 9 C, et sur la côte sud-est de l'Angleterre, elle est de 13 C. Le record absolu a été enregistré le 19 juillet 2022, lorsque la température a dépassé pour la première fois dans l'histoire des observations au Royaume-Uni la barre des 40 C. Cela s'est produit dans la ville de Coningsby, dans le Lincolnshire (40,3 C).

R E.

## "DJEZZY"

### Lancement d'une plateforme digitale pour le recrutement à temps partiel des étudiants

L'opérateur de téléphonie mobile "Djezzy" a annoncé, lundi dans un communiqué, le lancement de sa plateforme digitale "Campuce Jobs", dédiée au recrutement à temps partiel des étudiants, dans le cadre du programme "Student Campuce". "Campuce Jobs" a pour objectif de "permettre aux étudiants de travailler tout en poursuivant leurs études de manière équilibrée", note le communiqué, précisant que grâce à cette initiative, "les étudiants disposent désormais

de la possibilité de se doter de moyens supplémentaires qui favorisent leur épanouissement dans leur vie universitaire".

Ce dispositif d'insertion moderne vise également à "préparer les jeunes talents à la vie active". Ainsi, "en découvrant le monde de l'entreprise à travers des emplois à temps partiel dans divers domaines, les étudiants développent leurs compétences tout en prenant connaissance des réalités du marché", ajoute le communiqué.

En étant un "véritable trait d'union entre les compétences de demain et les recruteurs", ce dispositif offre aux étudiants une interface intuitive pour mettre en valeur leur CV et postuler en temps réel à des stages, des emplois temporaires ou des postes juniors au sein des entreprises partenaires du programme "Student Campuce", relève la même source.

La même initiative a été élargie aux étudiants auto-entrepreneurs, notamment les titulaires de la carte délivrée

par l'Agence nationale de l'auto-emploi (ANAE), qui bénéficie d'un espace dédié pour des missions en freelance. En bâtissant ce pont entre l'université et l'entreprise, "Djezzy réaffirme son rôle d'entreprise citoyenne engagée dans le développement économique national, apportant sa contribution à la formation de générations prêtes à relever les défis de demain", conclut la même source.

R E.